



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

RAPPORT DE FIN D'ANNEE 2019

(LOI N° 2018-39 DU 28 DÉCEMBRE 2018 PORTANT
LOI DE FINANCES POUR LA GESTION 2019)



AVRIL 2019

SOMMAIRE

INTRODUCTION	6
I. BREF APERÇU DE LA SITUATION ECONOMIQUE DU BENIN	7
A. Présentation des différences entre hypothèses macro-économiques initiales et résultats réels (estimations)	7
B. Discussion narrative des écarts de réalisation	8
II. ANALYSE DE LA MOBILISATION DES RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT EN 2019	9
A. Présentation des recettes fiscales et justification des écarts de réalisation	9
1. Réalisation des recettes fiscales brutes	9
2. Discussion narrative des écarts de réalisation des recettes fiscales par régie	11
B. Présentation des recettes non fiscales et justification des écarts de réalisation	12
1. Réalisation des recettes non fiscales	12
2. Discussion narrative des écarts de réalisation des recettes non fiscales	14
C. Présentation des autres recettes budgétaires et justification des écarts de réalisation	14
1. Réalisation des autres recettes budgétaires	14
2. Discussion narrative des écarts de réalisation des autres recettes budgétaires	15
III. ANALYSE DE L'EXECUTION DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 2019.....	16
A. Situation d'exécution des dépenses du budget général	16
1. Dépenses ordinaires	16
2. Discussions narratives sur l'exécution des dépenses ordinaires	17
3. Dépenses d'investissement	14
4. Discussions narratives sur l'exécution des dépenses d'investissement	19
B. Situation d'exécution des charges de pension et des dépenses de fonctionnement du FNRB	19
C. Situation d'exécution des dépenses des comptes d'affectation spéciale.....	19
D. Point sur les mouvements de crédits (réaffectation des fonds entre unités administratives)	20
IV. SOLDE D'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT ET SITUATION D'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE	23

A.	Déficit budgétaire	23
B.	Point sur les remboursements de la dette publique antérieure (charges de trésorerie)	23
D.	Synthèse d'exécution de la loi de finances.....	25
V.	SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE	26
VI.	PRESENTATION DU NIVEAU D'EXECUTION DES DEPENSES PAR CLASSIFICATION	32
A.	Classification administrative et économique	32
B.	Classification fonctionnelle	36
VII.	NIVEAU DE FINANCEMENT ET D'EXECUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES : DEPENSES SOCIALES PRIORITAIRES.....	37
VIII.	EXECUTION DES RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES LOCALES (FADeC NON AFFECTE ET FADeC AFFECTE)	41
IX.	SITUATION FINANCIERE DES OFFICES ET SOCIETES D'ETAT SUR LA PERIODE 2017-2019	43
A.	Point sur les chiffres d'affaires des offices et société d'Etat	43
B.	Point sur les subventions accordées aux offices et société d'Etat	45
X.	NIVEAU D'EXECUTION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET D'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE PERFORMANCE DANS LES MINISTERS	47
XI.	PRESENTATION DES DONNES DU PRESENT RAPPORT DANS UNE VERSION LISIBLE PAR MACHINE	69
CONCLUSION	69

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°1 : Hypothèses macro-économiques de départ et résultats réels (estimations) obtenus pour l'année 2019	7
Tableau n°2 : Réalisation des recettes fiscales entre 2018 et 2019 (en millions de FCFA)	10
Tableau n°3 : Réalisation des recettes non fiscales entre 2018 et 2019 (en millions de FCFA)	13
Tableau n°4 : Réalisation des autres recettes budgétaires entre 2018 et 2019 (en millions de FCFA)	15
Tableau n°5 : Exécution des dépenses ordinaires entre 2018 et 2019(en millions de FCFA)	17
Tableau n°6 : Exécution des dépenses d'investissement entre 2018 et 2019 (en millions de FCFA)	18
Tableau n°7 : Exécution des dépenses des Comptes d'Affectation Spéciale entre 2018 et 2019 (en millions de FCFA)	20
Tableau n°8 : Synthèse des réaffectations de fonds entre unités administratives en 2019 (en FCFA)	21
Tableau n°9 : Niveau d'exécution des charges de trésorerie par nature en 2019 (en millions de FCFA)	24
Tableau n°10 : Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie (nouveaux emprunts) par nature en 2018 et 2019 (en millions de FCFA)	25
Tableau n°11 : Synthèse de l'exécution de la loi de finances à fin décembre 2019 (en millions de FCFA)	26
Tableau n°12 : Evolution de l'encours de la dette (en millions de FCFA) et du taux d'endettement public entre 2018 et 2019	27
Tableau n°13 : Service assuré de la dette publique en 2019 (en millions de FCFA)	24
Tableau n°14 : Point des nouveaux engagements en devises en 2019 (en millions de FCFA)	28
Tableau n°15 : Point des nouveaux engagements en monnaie locale en 2018 (en millions de FCFA)	30
Tableau n°16 : Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique en 2019	31
Tableau n°17 : Présentation de l'exécution de la Loi de Finances 2019 par classifications administrative et économique sur la base des prévisions annuelles (en millions de FCFA)	33
Tableau n°18 : Présentation de l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2019 par fonction (en millions de FCFA)	36
Tableau n°19 : Exécution des dépenses pro-pauvres en 2019 (en millions de FCFA)	36
Tableau n°20 :Exécution du FADEC Non affecté (en millions de FCFA)	38
Tableau n°21 : Exécution du FADEC - affecté (en millions de FCFA)	41
Tableau n°22 : : Quelques indicateurs financiers des sociétés et offices d'État de 2017 à 2019 (millions FCFA)	42
Tableau n°23 : Synthèse de l'exécution financière et physique des programmes budgétaires de quelques ministères en 2019 (en FCFA)	44

LISTE DES FIGURES

Figure n° 1 : Exécution des dépenses budgétaires de la loi de Finances 2019 par Institution de l'Etat (en millions de FCFA)	35
Figure n° 2 : Exécution des dépenses budgétaires de la loi de Finances 2019 par ministère de l'Etat (en millions de FCFA)	35
Figure n° 3 : Evolution des chiffres d'affaire des sociétés et offices d'État de 2017 à 2019 (millions FCFA)	40
Figure n° 4 : Résultat net des sociétés et offices d'État sur la période 2017-2019 (millions FCFA) ...	44
Figure n° 5 : Evolution des charges de personnel des sociétés et offices d'État de 2017 à 2019 (millions FCFA)	45
Figure n° 6 : Evolution des subventions d'exploitation des établissements publics de 2017 à 2019 (millions FCFA)	46
Figure n° 7 : Subvention d'investissement des établissements publics de 2017 à 2019 (millions FCFA)	46
Figure n° 8 : Evolution des dividendes versées par les sociétés à l'État sur la période 2017-2019 (millions FCFA)	47

INTRODUCTION

L'exécution de la loi de finances pour l'année 2019 s'est déroulée dans un environnement aussi bien favorable à la collecte des ressources qu'à la consommation des crédits, notamment ceux d'investissements et transferts aux ménages.

Le présent rapport dont l'objectif est de satisfaire aux attentes légitimes de reddition de comptes aux citoyens, contribuables et bénéficiaires des interventions publiques, trouve juridiquement son fondement dans le décret n°2015-035 du 29 janvier 2015 portant Code de transparence dans la gestion des finances publiques en République du Bénin, notamment en ses articles 46 et 55.

Il présente un contenu enrichi qui apporte, à titre illustratif et à travers onze (11) sections, des éléments de réponse à tous les besoins d'informations et de données exprimés par les acteurs de la société civile, les élus locaux, les groupes non organisés et les partenaires techniques et financiers lors du séminaire national de formation sur le processus budgétaire et le décryptage du contenu de la loi de finances de l'année organisé en mai 2019 à Cotonou..

La section n°1 rappelle le cadre macro-économique et présente la situation réelle (estimation) des principaux indicateurs macroéconomiques à l'atterrissage en comparaison aux projections faites en début d'année.

La section n°2 consolide les informations sur le financement des dépenses de l'Etat en 2019. Elle comprend l'analyse du comportement des différents droits et taxes pendant l'année 2019 et compare la performance de l'année 2019 à celle de l'année 2018.

La section n°3 fait le point commenté sur l'exécution des dépenses réelles de fonctionnement et d'investissements des administrations publiques pour l'année 2019 tout en mettant en relief les ajustements intervenus en cours d'année dans les budgets des ministères dépensiers.

La section n°4 présente le déficit budgétaire et retrace le niveau de mobilisation des ressources et d'exécution des charges de trésorerie.

La section n°5, traite fondamentalement quant à elle, de la dette publique, de sa composition et des indicateurs clés du portefeuille de la dette publique (dette intérieure et extérieure) à fin 2019.

La section n°6 se consacre à la présentation des dépenses de l'Etat suivant les quatre (04) classifications internationales (administrative, économique, programmatique et fonctionnelle).

La section n°7 présente les politiques destinées directement aux populations les plus pauvres du pays et leur niveau d'exécution au cours de l'année en 2019.

Les section n°8 présente l'exécution des ressources transférées aux collectivités locales (FADeC non affecte et FADeC affecte).

La section n°9 présente la situation financière des offices et sociétés d'Etat sur la période 2017-2019

La section n°10 renseigne sur l'exécution des politiques publiques et l'atteinte des objectifs de performance des ministères (synthèse des grandes réalisations et niveau des indicateurs de performance des programmes budgétaires).

La section n°11 présente les données du présent dans une version lisible par machine.

Cette partie du rapport présente, dans un premier temps, la situation réelle des principaux indicateurs macro-économiques en comparaison aux projections faites en début d'année. En un second temps, elle est consacrée à l'analyse des écarts entre prévisions initiales et les estimations des résultats obtenus sur la période sous revue.

A. PRÉSENTATION DES DIFFÉRENCES ENTRE HYPOTHÈSES MACRO-ÉCONOMIQUES INITIALES ET RÉSULTATS RÉELS(ESTIMATIONS)

Les principales hypothèses macro-économiques et les résultats obtenus sont consignés dans le tableau ci-après :

Tableau n°1 : Hypothèses macro-économiques de départ et résultats réels obtenus (estimations) pour l'année 2019

Agrégats macro-économiques	2016	2017	2018	2019			Ecart (B)-(A)	Appréciation de l'écart
				Prévisions initiales (A)	Prévisions actualisées	Estimations 2019 (B)		
Taux de croissance (%)	3,3	5,7	6,7	7,6	7,6	6,9	-0,7	Contreperformance
Croissance secteur primaire (%)	9,0	7,6	7,3	5,7	7,4	5,2	-0,5	Contreperformance
Croissance secteur secondaire (%)	0,9	0,5	4,8	13,3	8,5	13,6	0,3	Performance
Croissance secteur tertiaire (%)	1,9	5,5	5,7	5,5	7,0	5,2	-0,3	Contreperformance
Taux d'inflation (%)	-0,8	1,8	0,8	2,0	2,0	-0,9	-2,9	Performance
Balance commerciale en % du PIB	-4,4	-5,5	-5,8	-10,5	-10,2	-5,2	5,3	Performance
Balance courante en % du PIB (=déficit)	-3,0	-4,2	-4,6	-9,3	-9,0	-4,3	5	Performance
Balance globale en % du PIB	-2,3	-1,6	2,5	-0,4	3,6	0,5	0,9	Performance
Investissement en % du PIB	20,3	24,0	26,4	29,2	29,6	25,6	-3,6	Contreperformance
Investissement public en % du PIB	4,3	6,7	5,6	7,1	7,1	3,9	-3,2	Contreperformance
Encours de la dette publique en % du PIB	35,9	39,7	41,1	54,1	53,6	41,2	-12,9	Performance
Ratio du solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-4,4	-4,3	-2,9	-2,7	-2,7	-0,5	2,2	Performance
Taux de pression fiscale	9,2	9,7	10,3	14,5	14,5	10,6	-3,9	Performance

Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP) 2019-2021 (Annexe), septembre 2018

<https://budgetbenin.bj/wp-content/uploads/2019/01/Annexe-au-DPBEP-2019-2021.pdf>

Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP) 2020-2022 (Annexe), mai 2019

https://budgetbenin.bj/wp-content/uploads/2018/12/ANNEXES_DPBEP_2020-2022- 20_06_19_Final_01h08.pdf

Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP) 2021-2023 (Annexe), mai 2020.

Le rythme de croissance de l'activité économique a été rapide et soutenu sur les trois (03) dernières années. En effet, le taux de croissance de l'économie s'afficherait à 6,9% en 2019 contre 6,7% en 2018 et 5,7% en 2017.

La hausse du taux de croissance de l'économie d'une année à une année est imputable à plusieurs facteurs, dont notamment : (i) l'amélioration continue de la production de coton depuis 2016 ; (ii) la vitalité de l'activité dans le secteur des BTP en lien avec la mise en œuvre effective du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) ; (iii) l'amélioration de l'offre d'énergie électrique ; (iv) l'évolution favorable de l'activité dans la branche de l'agro-industrie en réponse aux bonnes performances du secteur agricole et (v) le dynamisme au Port de Cotonou et ses effets induits sur les activités de service, suite aux réformes mises en œuvre par le Gouvernement. L'amélioration de la gouvernance des régies financières a permis d'améliorer leur efficacité.

Par ailleurs, **l'écart par rapport aux prévisions initiales** est imputable aux performances du secteur agricole en deçà des prévisions bien qu'en hausse, au glissement du calendrier d'exécution de certains projets de construction d'infrastructures et à la fermeture des frontières terrestres par le Nigéria.

Concernant les prix, le taux d'inflation, mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation, s'est établi à -0,9% en 2019 sur une prévision initiale de 2% contre 0,8% en 2018. Sur la période 2017-2019, le taux d'inflation moyen est de 0,5%. Cette bonne maîtrise du niveau général des prix **(-2,9 points de pourcentage par rapport à la prévision et de -1,7 point de pourcentage par rapport à 2018)** est imputable, entre autres, à l'amélioration de la production vivrière consécutivement aux bonnes campagnes agricoles qui ont eu des effets baissiers sur les prix. Globalement, l'inflation a été contenue dans la limite des 3,0% fixée dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein des États membres de l'UEMOA.

Au plan extérieur, les échanges commerciaux du Bénin avec le Reste du Monde portant sur les biens et services sont ressortis déficitaires sur la période 2017-2019, comme les années antérieures. Le déficit, s'est établi à 5,2% du PIB en 2019 **(en amélioration de 5,3 points de pourcentage par rapport à la prévision initiale)** contre 5,5% du PIB en 2017, en raison de la prépondérance des importations sur les exportations.

A l'instar de la balance commerciale, le solde courant de la balance des paiements, également structurellement déficitaire, se situe globalement autour de -4,7% du PIB entre 2017 et 2019. Toutefois, le déficit des transactions courantes a été globalement couvert par l'afflux des capitaux extérieurs. Il en a résulté un solde global excédentaire de 0,5% du PIB en 2019 contre un déficit de 1,6% du PIB en 2017.

Les recettes du budget de l'Etat comprennent des produits issus : **(i)** des administrations financières (DGDDI, DGI et DGTCP) et de l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF); **(ii)** du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB) et des autres budgets ; **(iii)** des comptes d'affectations spéciales ; et, **(iv)** des autres recettes (dons budgétaires et fonds de concours et recettes assimilées).

Les produits de recettes budgétaires enregistrées en 2019 s'élèvent à **1 221 632,1 millions de FCFA, soit un taux de réalisation de 100,8% des prévisions annuelles de 1 211 902 millions de FCFA**. En glissement annuel, ils connaissent un accroissement de 67 904,3 millions de FCFA par rapport aux réalisations de l'année 2018 estimées à **1 153 727,8 millions de FCFA, soit un taux de progression de 5,9%**.

La bonne progression notée en 2019 dans le recouvrement des recettes totales **(+0,8 point de pourcentage par rapport à la prévision initiale et +5,9% par rapport à 2018)** traduit d'une part, la durabilité des effets des réformes engagées par le Gouvernement depuis le début du quinquennat 2016-2021 et d'autre part, la résilience de l'économie nationale face aux différents chocs.

A. PRÉSENTATION DES RECETTES FISCALES ET JUSTIFICATION DES ÉCARTS DE RÉALISATION

1. Réalisation des recettes fiscales brutes

Les recettes fiscales brutes regroupent les produits de recettes de l'administration des Impôts et ceux des services de la Douane hors les produits de vente, les amendes et confiscations douanières.

Pour l'année 2019, le recouvrement desdites recettes atteint globalement 921 455,9 millions de FCFA, soit un taux de recouvrement de **98,5% des prévisions annuelles**. Comparées aux réalisations de 2018 qui étaient de 888 998,9 millions FCFA, les recettes fiscales sont en augmentation de 32 457,0 millions FCFA, ce qui correspond à un taux d'accroissement de **3,7%**.

Le développement des produits de recettes recouvrées, par régie et par source en 2019, au titre des recettes fiscales est présenté dans le tableau 2 ci-après :

Tableau n°2 : Réalisation des recettes fiscales en 2018 et 2019 (en millions de FCFA)

Nature des recettes budgétaires	2018			2019			Ecart	Variation (%)
	Prév.	Réal.	Taux (%)	Prév.	Réal.	Taux (%)		
Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)								
Total DGDDI	400 500	378 869,3	94,6	436 500	384 270,0	88,0	5 400,7	1,4
I- Recettes fiscales	397 000	374 331,3	94,3	433 000	380 466,0	87,9	6 134,7	1,6
1- Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services (taxes sur valeur ajoutée-TVA)	157 930	168 850,3	106,9	187 530	172 942,0	92,2	4 091,7	2,4
2- Droits et taxes à l'importation (Droit de douane, redevance informatique, taxe sur la circulation des véhicules, taxe hydrocarbures, redevance statistique, ajustement, sécurité et assainissement, etc.)	180 551	167 639,0	92,8	201 109	162 883,0	81,0	-4 756,0	-2,8
3- Droits et taxes à l'exportation (Taxe spécifique réexportation, contribution à la recherche agricole, etc.)	13 254	11 207,0	84,6	10 925	12 649,0	115,8	1 442,0	12,9
4- Autres recettes fiscales (Redevance d'aménagement urbain et de sécurisation de corridor, Taxe statistique, Taxe sur la pollution /éco taxe, Taxe spécifique ciment, etc.)	45 265	26 635,0	58,8	33 436	31 992,0	95,7	5 357,0	20,1
II-Recettes non fiscales (Produits vente douane, amendes et confiscations douanières brute, etc.)	3 500	4 538,0	129,7	3 500	3 804,0	108,7	-734,0	-16,2
Direction Générale des Impôts (DGI)								
Total DGI	473 400	514 667,6	108,7	502 600	540 989,9	107,6	26 322,3	5,1
1- Impôts sur les Revenus Non Salariaux	143 800	135 634,3	94,3	154 129	164 586,4	106,8	28 952,1	21,3
2- Impôts sur les Revenus Salariaux	72 900	73 292,9	100,5	74 980	79 967,2	106,7	6 674,3	9,1
3- Impôts sur les Biens et Services	251 200	300 465,5	119,6	268 192	280 450,0	104,6	-20 015,5	-6,7
4- Impôts sur la Propriété	1 500	565,6	37,7	1 300	10 617,8	816,8	10 052,2	1 777,3
5- Autres Recettes Fiscales	4 000	3 542,1	88,6	4 000	4 147,3	103,7	605,2	17,1
6- Recettes fiscales diverses (majorations et pénalités)		1 061,2			1 168,0		106,8	10,1

Nature des recettes budgétaires	2018			2019			Ecart	Variation (%)
	Prév.	Réal.	Taux (%)	Prév.	Réal.	Taux (%)		
7- Recettes Non Fiscales (Loyers d'Immeubles)		378 869,3			53,2			
Total recettes DGDDI+DGI	873 900	893 536,9	102,2	939 100	925 259,9	98,5	31 723,0	3,6
Total recettes fiscales brutes	870 400	888 998,9	102,1	935 600	921 455,9	98,5	32 457,0	3,7

Source : DGB, Rapport d'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2019.

2. Discussion narrative des écarts de réalisation des recettes fiscales par régie

Au niveau des douanes, quoique les réalisations de recettes en 2019 se situent en deçà des prévisions annuelles, il est enregistré une dynamique positive (**+5 400,7 millions de FCFA, soit un taux d'accroissement de 1,6% par rapport à l'année 2018**) dans les réalisations des produits de recettes de la douane.

Cette progression des produits de recettes de la douane, en dépit des chocs exogènes enregistrés au cours de l'année 2019, est facilitée, entre autres, par les effets positifs de la lutte contre le déversement frauduleux de marchandises en liaison avec la mise en place du suivi électronique des marchandises en transit par Bénin Control (Traking) et de l'intensification de la lutte contre la fraude douanière et l'évasion fiscale. Les produits porteurs de cette performance douanière sont notamment : **(i)** le fer ; **(ii)** les hydrocarbures ; **(iii)** les poissons congelés ; **(iv)** les herbicides ; **(v)** les pâtes alimentaires ; **(vi)** les concentrés de tomates, etc.

Cependant, l'écart de performance dans le recouvrement des recettes (**-12,0 points de pourcentage par rapport au niveau prévisionnel**) est dû : (i) aux effets des réformes agraires entreprises par le Nigéria, dans la perspective de l'atteinte de l'objectif d'autonomisation alimentaire, avec l'installation d'usines locales de production d'un certain nombre de produits manufacturés et (ii) à l'autorisation de l'importation via les ports du Nigéria de certains produits. En termes de perspectives pour une meilleure performance en 2020, la DGDDI devra renforcer sa collaboration avec les services des impôts puis consolider le cadre de partenariat douane-secteur privé. De même, il est recommandé que l'utilisation de la valeur transactionnelle soit étendue à toutes les unités douanières et que les efforts en matière de lutte contre la fraude se poursuivent.

Au niveau de l'administration des impôts, à l'instar de l'année 2018, le niveau de mobilisation des recettes fiscales en 2019 s'est nettement amélioré et porté à **107,6% des objectifs annuels** de 502 600 millions de FCFA.

L'amélioration notée en 2019 **(+7,6 points de pourcentage par rapport aux prévisions annuelles et +5,1% par rapport aux réalisations de l'année 2018)** traduit non seulement l'efficacité des réformes mises en place à partir de l'année 2016 en matière de modernisation de l'administration fiscale mais également la durabilité de leurs effets. Il s'agit, entre autres de, **(i)** la mise en exploitation de la plateforme d'échanges de données entre la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, la Direction Générale des Impôts et la Direction Générale du Budget ; **(ii)** la mise en place des Machines Electroniques Certifiées de Facturation (MECeF) pour une meilleure collecte de la TVA ; **(iii)** la mise en œuvre des télé procédures ; **(v)** l'introduction de nouveaux impôts et taxes notamment la contribution sur les ventes des services de communication électronique sur les réseaux ouverts au public, la taxe pour le développement du sport, etc.

En termes d'impact sur le comportement de certains produits de recettes, les performances se présentent comme suit : **(i)** les impôts sur les revenus non salariaux, en particulier l'impôt sur les sociétés (128%) et l'AIB intérieur (131,1%) ; **(ii)** les impôts sur les revenus salariaux, tirés par l'IRPP sur salaire privé avec un taux de mobilisation de 108,44% des prévisions ; **(iii)** l'impôt sur les biens et services notamment la taxe sur les activités financières (115,2%) et la taxe sur les boissons (99,1%) ; **(iv)** les impôts sur les propriétés (816,8%) imputables à la bonne tenue des droits d'enregistrement, en lien avec la suppression de l'enregistrement gratuit des contrats de marchés et des bons de commande.

B. PRÉSENTATION DES RECETTES NON FISCALES ET JUSTIFICATION DES ÉCARTS DE RÉALISATION

Les recettes non fiscales sont constituées des recettes de l'administration du Trésor et des produits issus des services de l'ANDF, de la CAA, du Fonds Routier (jusqu'en 2018) et du Fonds National des Retraites du Bénin.

Le niveau détaillé de recouvrement des recettes non fiscales ainsi que l'analyse des performances notées sont présentés comme ci-après

1. Réalisation des recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont été recouvrées, pour l'année 2019, à **194 698,6 millions de FCFA**, soit **108,7% des prévisions annuelles** évaluées à 179 080 millions de FCFA. En glissement annuel, elles enregistrent, dans l'ensemble, une régression de **10,3%** par rapport aux réalisations de 2018.

Le tableau ci-dessous renseigne sur les niveaux de réalisation par source de recettes non fiscales.

Tableau n°3 : Réalisation des recettes non fiscales en 2018 et 2019 (en millions de FCFA)

Nature des recettes budgétaires	2018			2019			Ecart	Variation (%)
	Prév.	Réal.	Taux (%)	Prév.	Réal.	Taux (%)		
Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)								
Recettes non fiscales DGDDI	3 500	4 538,0	129,7	3 500	3 804,0	108,7	-734,0	-16,2
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)								
Total DGTCP	106 084	162 159,3	152,9	115 580	135 734,5	117,4	-26 424,8	-16,3
2- Droits et Frais Administratifs	4 480	4 768,0	106,4	4 741	6 646,1	140,2	1 878,1	39,4
3- Amendes et Condamnations Pécuniaires	181	171,5	94,8	190	2 460,1	1 294,8	2 288,6	1 334,5
4- Produits Financiers	4 830	9 386,2	194,3	8 500	7 938,5	93,4	-1 447,7	-15,4
5- Autres Recettes Non Fiscales	53 632	117 656,4	219,4	58 664	54 056,5	92,1	-63 599,9	-54,1
6- Recettes Exceptionnelles	41 183	29 034,7	70,5	41 402	63 457,3	153,3	34 422,6	118,6
Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF)								
Total ANDF	3 025	1 426,8	47,2	5 000	1 883,0	37,7	456,2	32,0
Fonds Nationale des Retraites du Bénin (FNRB) et autres organismes publics								
Total FNRB+FR+CAA	53 800	49 043,1	91,2	55 000	53 277,1	96,9	4 234,0	8,6
1- FNRB	44 800	41 146,1	91,8	51 000	43 119,9	84,5	1 973,8	4,8
2- Fonds Routier (Ressources propres)	4 000	4 416,6	110,4	0	0,0	-	-4 416,6	-100,0
3- Caisse Autonome d'Amortissement (CAA)	5 000	3 480,4	69,6	4 000	10 157,2	253,9	6 676,8	191,8
Total recettes non fiscales	166 409	217 167,2	130,5	179 080	194 698,6	108,7	-22 468,6	-10,3

Source : DGB, Rapport d'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2019

2. Discussion narrative des écarts de réalisation des recettes non fiscales

Au niveau de la DGTCP, le niveau de recouvrement des recettes par l'administration du Trésor Public a atteint 117,4% sur une prévision annuelle de 115 580 millions de FCFA en 2019.

La performance ainsi enregistrée **(+17,4 points de pourcentage), par rapport à la prévision en 2018** est atteinte grâce notamment au bon rendement des droits et frais administratifs (140,2%), des amendes et condamnations pécuniaires (1294,4%), des recettes exceptionnelles (153,3%) et des autres produits divers (113,6%).

Toutefois, la baisse des performances en 2019 de 16,3% en glissement annuel s'explique par l'absence, en 2019, de recouvrement de recettes exceptionnelles liées aux redevances de fréquences, comme ce fut le cas au cours de l'année 2018 auprès de l'opérateur SPACETEL BENIN pour un montant de près de 70 000 millions de FCFA.

Dans le secteur de la fiscalité foncière, les recettes du domaine et du foncier comprennent les frais de mutation et d'états descriptifs, les frais de duplicata, les frais d'attestation et les débours pour la délivrance des Titres Fonciers. Elles ressortent à **37,7% de la prévision annuelle de 5 000 millions de FCFA**. Elles sont en amélioration de 32% par rapport au niveau de l'année 2018.

S'agissant du FNRB, quoique les objectifs annuels n'aient pas été atteints en 2019 **(- 15,5 points de pourcentage)**, les recettes mobilisées sont en **hausse de 1 973,8 millions de FCFA** par rapport à leur niveau de 2018. Cette progression continue de 4,8% observée est liée aux effets induits des paiements de rappels sur salaires et des glissements catégoriels sur les cotisations des affiliés.

Enfin, quant à la CAA, le niveau de mobilisation des recettes est largement au-dessus des attentes **(+253,9 % des objectifs annuels)**.

L'écart positif de **153,9 points de pourcentage par rapport à la prévision annuelle** s'explique par les recouvrements exceptionnels des créances sur le Port Autonome de Cotonou et sur la Société Béninoise d'Energie Electrique ainsi que des produits de bonification exceptionnels de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine.

C. PRÉSENTATION DES AUTRES RECETTES BUDGÉTAIRES ET JUSTIFICATION DES ÉCARTS DE RÉALISATION

Les autres recettes budgétaires regroupent les produits des comptes d'affectation spéciale (Opérations Militaires à l'Etranger (OME) et Partenariat Mondial pour l'Education (PME)), les fonds de concours et recettes assimilées, les dons budgétaires et les produits issus des allègements de la dette.

1. Réalisation des autres recettes budgétaires

Sur une prévision annuelle de 97 222 millions de FCFA, les "autres recettes budgétaires" ont atteint en 2019, un niveau de mobilisation de **105 477,6 millions de FCFA**, soit un taux de réalisation de **108,5%**.

Le tableau n°4, ci-après, présente le détail de leur niveau de mobilisation.

Tableau n°4 : Réalisation des autres recettes budgétaires entre 2018 et 2019 (en millions de FCFA)

Nature des recettes budgétaires	2018			2019			Ecart	Variation (%)
	Prév.	Réal.	Taux (%)	Prév.	Réal.	Taux (%)		
Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)								
Total CAS	17 300	2 858,2	16,5	16 000	7 811,2	48,8	4 953,0	173,3
1- Opérations Militaires à l'Etranger (OME)	16 000	2 120,2	13,3	16 000	7 811,2	48,8	5 691,0	268,4
2- Partenariat Mondial pour l'Educa-tion (PME)	1 300	738,0	56,8	0	0,0	-	-738,0	-100,0
Autres ressources								
Total autres ressources	81 500	44 703,5	54,9	81 222	97 666,4	120,2	52 962,9	118,5
1- Dons budgétaires	15 800	16 008,0	101,3	13 700	30 823,9	225,0	14 815,9	92,6
2- Fonds de concours et recettes assimilées	65 700	28 695,5	43,7	67 522	66 842,5	99,0	38 147,0	132,9
Total autres recettes budgétaires	98 800	47 561,7	48,1	97 222	105 477,6	108,5	57 915,9	121,8

Source : DBG, Rapport d'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2019.

2. Discussion narrative des écarts de réalisation des autres recettes budgétaires

Au niveau des CAS, la contreperformance observée par rapport à la prévision annuelle en 2019 est due au faible niveau de mobilisation des recettes attendues des Opérations Militaires à l'Etranger (OME), en dépit de leur **nette amélioration de 5 691,0 millions de FCFA**.

Quant aux dons budgétaires et produits liés aux fonds de concours et recettes assimilées, ils s'établissent à **97 666,4 millions de FCFA**, soit **120,2% des prévisions annuelles**.

La performance enregistrée en 2019 **(+20,5 points de pourcentage par rapport aux prévisions annuelles et de 118,5% en glissement annuel)** est portée par le bon niveau de mobilisation des fonds de concours et recettes assimilées et le bond de **14 815,9 millions de FCFA** des dons budgétaires.

Depuis 2016, la priorité du Gouvernement demeure l'assainissement des finances publiques avec pour finalité l'efficacité de la politique économique et sociale. La politique budgétaire de l'Etat pour l'année 2019, notamment l'exécution des dépenses du budget de l'Etat est marquée par : **(i)** la poursuite de l'arrimage des engagements de dépenses au rythme de recouvrement des recettes, **(ii)** l'encadrement des dépenses de fonctionnement (y compris les dépenses de personnel), **(iii)** le renforcement des crédits d'investissement, notamment dans les secteurs tels que l'Economie Numérique, la santé et la protection sociale, le Cadre de Vie, l'Energie, l'agriculture, l'éducation, etc.

Globalement, la consommation des dépenses budgétaires pour 2019 s'élève à **1 220 964,5 millions de FCFA en engagement** et **1 176 873,6 millions de FCFA en ordonnancement**, soit respectivement un taux de 88,9% et 85,7% des prévisions annuelles de 1 373 041 millions de FCFA.

A. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

Les dépenses du budget général comprennent les dépenses ordinaires et les dépenses d'investissement

1. Dépenses ordinaires

Les dépenses ordinaires comprennent, entre autres, les dépenses de personnel, les paiements des intérêts sur la dette publique, les dépenses d'acquisition de biens et services et les dépenses de transfert.

Pour l'année 2019, lesdites dépenses sont engagées à **775 568,5 millions de FCFA**, soit un taux d'engagement de 94,1% des prévisions de 824 489 millions de FCFA.

En glissement annuel, les dépenses ordinaires ont connu une progression, base engagement, de **3,2% par rapport à 2018** où elles étaient exécutées à 751 464,3 millions de FCFA.

Le tableau ci-dessous résume l'évolution de l'exécution des dépenses ordinaires (fonctionnement des ministères et institutions de l'Etat) entre 2018 et 2019.

Tableau n°5 : Exécution des dépenses ordinaires entre 2018 et 2019 (en millions de FCFA)

DEPENSES ORDINAIRES	2018			2019			Ecart	Taux (%)
	Prév.	Engag.	Taux (%)	Prév.	Engag.	Taux (%)		
Dépenses de personnel	375450	355 939,5	94,8	374 750	367 036,6	97,9	11 097,1	3,1
Charges financières de la dette	132 900	128 497,2	96,7	153 900	139 372,7	90,6	10 875,5	8,5
• Dette intérieure	107 587	111 351,1	103,5	121 900	106 796,9	87,6	-4 554,2	-4,1
• Dette extérieure	25 313	17 146,1	67,7	32 000	32 575,8	101,8	15 429,7	90,0
Dépenses d'acquisitions de biens et services	99 027	90 814,8	91,7	94 722	94 700,0	100,0	3 885,2	4,3
Dépenses de transfert	192 658	176 212,8	91,5	201 117	174 459,2	86,7	-1 753,6	-1,0
• Subventions d'exploitation	70 672	67 326,4	95,3	77 076	68 494,8	88,9	1 168,4	1,7
• Transferts courants	121 986	109 129,2	89,5	124 041	105 964,4	85,4	-3 164,8	-2,9
TOTAL GENERAL	800 035	751 464,3	93,9	824 489,0	775 568,5	94,1	24 104,2	3,2

Source :DGB, Rapport d'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2019

2. Discussions narratives sur l'exécution des dépenses ordinaires

Au niveau des charges de personnel, l'écart d'exécution en 2019 (-2,1 points de pourcentage par rapport à la prévision annuelle) est lié aux effets positifs induits par les réformes déjà entreprises (bancairisation des services de l'Etat, primes des fonctionnaires, salaires des agents en postes diplomatiques et consulaires, salaires du personnel militaire, pensions d'au moins 50 000 FCFA, assainissement et intégration des bases de données de gestion de la carrière et de la solde des agents de l'Etat) et la mise en œuvre dès 2019 de l'encadrement des rémunérations dans les Etablissements Publics à caractère Administratif et autres offices d'Etat, notamment la fixation d'un plafond de ressources à affecter aux dépenses de personnel dans les subventions accordées par l'Etat.

Toutefois, l'accélération enregistrée dans la consommation des crédits de personnel de 3,1% par rapport à 2018 s'explique, entre autres, par la bonification en gestion, sur décision du Gouvernement, de l'enveloppe financière initiale destinée à l'apurement des rappels sur salaires. **Quant aux intérêts de la dette publique**, bien que leur exécution ne se soit pas établie à 100% des prévisions en 2019, ils restent néanmoins conformes au calendrier de remboursement du service de la dette publique.

Au niveau des dépenses d'acquisitions de biens et services (achats de biens et services, acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier), leur couverture quasi-totale (-22 millions de FCFA) en 2019 est le produit d'une bonne budgétisation (analyse coûts-efficacité, poursuite de la mutualisation des moyens des services) et de l'application stricte du répertoire des prix de référence en exécution.

S'agissant des dépenses de transfert (subventions d'exploitation et transferts courants), quoiqu'il y ait un écart de **13,3 points de pourcentage par rapport à la prévision annuelle**, il est enregistré en 2019, un accroissement de 3,1% des crédits ordonnancés (168 778,4 millions de FCFA en 2019 contre 163 367,9 millions de FCFA en 2018).

Cette hausse en glissement annuel est portée par celle des transferts courants dont les principaux points d'ancrage sont, entre autres : **(i)** le projet « Assurance pour le Renforcement du Capital Humain » (ARCH) ; **(ii)** le Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré (PNASI) ; **(iii)** le renforcement des allocations universitaires ; **(iv)** la gratuité dans le secteur de la santé, etc. Elle a également pour point d'application, le renforcement de l'autonomie financière des collectivités locales à travers l'accroissement des ressources transférées par le biais du FADeC non Affecté.

3. Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement de l'Etat sont destinées à lever les obstacles à la croissance économique en favorisant la création d'emplois et le renforcement des infrastructures sociocommunautaires pour l'amélioration du bien-être des populations.

Pour l'année 2019, lesdites dépenses ont été engagées à hauteur de **349 947,5 millions de FCFA**, soit un taux de 79,6% de la prévision annuelle de 439 800 millions de FCFA.

Le tableau ci-après donne les détails sur les dépenses en capital en 2019.

Tableau n°6 : Exécution des dépenses d'investissement en 2018 et 2019 (en millions de FCFA)

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	2018			2019			Ecart	Taux (%)
	Prév.	Engag.	Taux (%)	Prév.	Engag.	Taux (%)		
Financement intérieur (contribution budgétaire + emprunt intérieur)	273 331	302 213,9	110,6	208 800	234 575,4	112,3	-67 638,5	-22,4
Financement extérieur	225 700	163 998,4	72,7	231 000	115 372,1	49,9	-48 626,3	-29,7
• Prêts	160 000	135 302,9	84,6	163 478	48 529,6	29,7	-86 773,3	-64,1
• Dons	65 700	28 695,5	43,7	67 522	66 842,5	99,0	38 147,0	132,9
TOTAL	499 031	466 212,3	93,4	439 800	349 947,5	79,6	-116 264,8	-24,9

Source : DGB, Rapport d'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2019.

4. Discussions narratives sur l'exécution des dépenses d'investissement

La poursuite de la bonne consommation au-delà des 100% des dépenses en capital sur ressources intérieures (+12,3 points de pourcentage) confirme la volonté du Gouvernement, depuis 2016, de relancer durablement le développement du Bénin à travers l'accroissement du volume des investissements pour accroître le pouvoir d'achat, améliorer le bien-être des populations, dynamiser l'emploi, etc.

Les secteurs ayant tiré à la hausse la consommation des crédits d'investissement sur ressources intérieures au cours de l'année 2019 sont : l'Economie Numérique (105,2%), le Cadre de Vie (108,2%) ; l'Energie (114,3%).

Pour les dépenses d'investissement sur financement extérieur, le niveau de 49,9% est tiré principalement par le fort taux d'exécution des dons (99,0%).

B. SITUATION D'EXÉCUTION DES CHARGES DE PENSION ET DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU FNRB

Les dépenses du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB) sont constituées des dépenses liées aux agents de l'Etat ayant fait valoir leur droit à une pension de retraite, des frais de consultation, de soins et d'hospitalisation des pensionnés et des évacués sanitaires.

Pour l'année 2019, lesdites charges sont engagées à **88 359,2 millions de FCFA**, soit un taux de 103,4% de l'objectif annuel contre 85 763,5 millions de FCFA en 2018.

La couverture des charges de pension et des dépenses de fonctionnement du FNRB au-delà des prévisions en 2019 résulte de la poursuite de l'application de la mesure d'apurement des arriérés de pensions dus au titre des années 2011 et 2012 et mis en paiement par le Gouvernement.

C. SITUATION D'EXÉCUTION DES DÉPENSES DES COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

Sur une prévision annuelle de 23 302 millions de FCFA en 2019, les dépenses des Comptes d'Affectation Spéciale (CAS) ont été engagées à **7 089,4 millions de FCFA**, soit un taux d'engagement de 30,4%.

La contreperformance constatée en 2019 (- 69,6 points de pourcentage par rapport à la prévision et 44,3% par rapport à 2018) dans la consommation des crédits est largement imputable au faible taux d'engagement des crédits sur le compte Opérations Militaires à l'Extérieur. N'eût été la mobilisation en cours d'année de 1 069 millions de FCFA, initialement non prévus, au profit du compte sur le partenariat mondial pour l'éducation, le niveau d'engagement aurait été plus faible.

Le détail sur l'exécution des opérations des Comptes d'Affectation Spéciale se présente ainsi qu'il suit :

Tableau n°7 : Exécution des dépenses des Comptes d'Affectation Spéciale entre 2018 et 2019
(en millions de FCFA)

Comptes	2018			2019			Ecart	Taux (%)
	Prév.	Engag.	Taux (%)	Prév.	Engag.	Taux (%)		
Opérations Militaires à l'Extérieur	1 300	3 546,8	272,8	0	1 069,0	-	-2 477,8	-69,9
Partenariat Mondial pour l'Education	132 900	128 497,2	96,7	153 900	139 372,7	90,6	10 875,5	8,5
Compte Promotion de la Recherche Agricole	4 100	0,0	0,0	4 500	0,0	0,0	0,0	-
Modernisation de l'Administration des Impôts	3 000	2 610,8	87,0	2 000	1 568,5	78,4	-1 042,3	-39,9
Prévention et Gestion des Catastrophes	1 302	153,0	11,8	802	533,9	66,6	380,9	249,0
Compte Opération RAMU	1 500	512,6	34,2	0	0,0	-	-512,6	-100,0
Total	27 202	12 726,5	46,8	23 302	7 089,4	30,4	-5 637,1	-44,3

Source : DGB, Rapport d'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2019.

D. POINT SUR LES MOUVEMENTS DE CRÉDITS (RÉAFFECTATION DES FONDS ENTRE UNITÉS ADMINISTRATIVES)

Tout comme en 2018, les ministères et Institutions de l'Etat ont eu recours, en cours de gestion 2019, à des réaffectations au sein de leurs budgets, en respect des dispositions de la loi n°2013-14 du 27 septembre 2013 portant loi organique relative aux lois de finances (LOLF), aux fins de mettre en cohérence avec les plans de travail annuels validés et le budget de l'Etat.

La situation consolidée de ces réaffectations entre services publics est consignée dans le tableau comme ci-après :

Tableau n°8 : Synthèse des réaffectations de fonds entre unités administratives en 2019 (en FCFA)

SECTION		MOUVEMENTS DE CREDITS						
		Dotation Initiale	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de Concours	Dotation Finale
11	COUR Constitutionnelle	1 301 101 000		34 317 500				1 301 101 000
15	HAUTE COURS DE JUSTICE	450 000 000		20 787 000				450 000 000
20	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	20 053 611 000	1 011 205 000	204 205 000	1 245 290 340			21 298 901 340
22	MINISTERE DELEGUE AU- PRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	39 911 065 000		448 595 000	6 555 403 154			46 466 468 154
25	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	15 516 655 000	4 900 000 000	204 205 000	7 332 642 618			22 849 297 618
26	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA LEGISLATION	15 926 296 000	96 617 200	96 617 200				15 926 296 000
27	MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT	14 217 623 000	160 000 000	177 002 000				14 217 623 000
32	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE A COMMUNICATION	26 742 805 000			2 204 964 918			28 947 769 918
34	MINISTERE DU CADRE DE VIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	68 216 316 000	13 594 611 000	16 355 656 000	8 400 111 051			76 616 427 051
35	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	3 329 208 000		83 000 000				3 329 208 000
36	MINISTERE DE LA SANTE	63 609 803 000	418 025 000	827 732 000	5 670 522 935			69 280 325 935
37	MINISTERE DE L'ENERGIE	51 488 532 000	620 000 000	1 538 062 338	9 626 804 000		33 432 379 970	94 547 715 970
39	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	59 751 827 000	2 118 939 000	2 506 314 000	1 336 005 000		38 769 033 272	99 856 865 272

SECTION	MOUVEMENTS DE CREDITS						
	Dotation Initiale	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de Concours	Dotation Finale
40	MINISTERE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES SPORTS	58 365 223 000	6 865 687 000	3 426 518 540			61 791 741 540
41	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA MICROFINANCE	6 173 013 000	15 249 861				
44	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	60 974 754 000	2 935 061 000				60 974 754 000
46	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI	7 594 243 000	62 101 000			4 274 083 018	11 868 326 018
51	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DES TRANSPORTS	63 231 493 000	8 809 273 000				63 231 493 000
60	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	38 918 349 000	621 685 000				38 918 349 000
61	MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE	47 240 343 000	449 712 000				47 240 343 000
62	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE	114 051 648 000	868 000 000	510 140 915			114 561 788 915
63	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE TECHNIQUE ET DE LA FORMATION ET PROFESSIONNELLE	75 006 732 000	1 536 085 000				75 006 732 000
64	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION	28 329 265 000	58 750 000	1 338 945 166			29 668 210 166
76	MINISTERE DE L'EAU ET DES MINES	58 656 160 000	779 871 747		1 821 594 066		60 477 754 066
78	CHARGES NON REPARTIES	16 391 000 000	2 550 206 000	20 001 866 213			20 001 866 213
78	COMPTES SPECIAUX		2 184 027 330		2 813 779 771		2 813 779 771

A. DÉFICIT BUDGÉTAIRE

Le solde d'exécution budgétaire pour l'année 2019, base ordonnancement est ressorti **excédentaire de 44 758,5 millions de FCFA** contre un déficit prévisionnel de 161 139 millions de FCFA, un déficit de 98 091,1 millions de FCFA en 2018 et de 282 971,2 millions de FCFA en 2017. Ce résultat illustre l'efficacité de la politique budgétaire mise en place depuis 2016.

**B. POINT SUR LES REMBOURSEMENTS DE LA DETTE
PUBLIQUE ANTÉRIEURE (CHARGES DE TRÉSORERIE)**

A fin 2019, le niveau de remboursement de la dette publique s'est établi à **547 720,6 millions de FCFA, soit 108,6% des prévisions de 504 502 millions de FCFA**. Il est en baisse de 197 646,5 millions de FCFA par rapport à son niveau de 2018.

L'écart positif d'engagement **(+8,6 points de pourcentage par rapport à la prévision)** s'explique, en partie, par les remboursements des bons du trésor infra-annuels émis au cours de l'année 2019.

Le développement desdites charges est présenté dans le tableau suivant :

Tableau n°9 : Niveau d'exécution des charges de trésorerie par nature en 2019 (en millions de FCFA)

Nature	2018			2019			Ecart	Taux (%)
	Prév.	Exé.	Taux (%)	Prev.	Exé.	Taux (%)		
Prêts et avances	0	14,3	-	3827	0	0,0	-14,3	-100,0
Amortissement emprunts obligataires	167 600	162 573,2	97,0	167 244	167 243,2	100,0	4 670,0	2,9
Amortissement tirages FMI	12 500	11 159,0	89,3	12 500	11 245,9	90,0	86,9	0,8
Amortissement emprunts extérieurs	35 300	28 781,9	81,5	38 239	41 710,5	109,1	12 928,6	44,9
Amortissement Bons du Trésor	154 000	181 373,0	117,8	180 112	239 258,0	132,8	57 885,0	31,9
Indemnités de vacation des enseignants	5 000	5 000,0	100,0	18 000	18 848,6	104,7	13 848,6	277,0
Amortissement dettes banques locales	72 200	216 788,3	300,3	74 580	59 414,5	79,7	-157 373,8	-72,6
Variation des instances de paiement	10 000	10 000,0	100,0	10 000	10 000,0	100,0	0,0	0,0
Variation des comptes des correspondants	0	129 677,4	-	0	0,0	-	-129 677,4	-100,0
Total	456 600	745 367,1	163,2	504 502	547 720,7	108,6	-197 646,4	-26,5

Source : MEF/DGB, mai 2020

C. NOUVEAUX EMPRUNTS PUBLICS POUR LE FINANCEMENT DU DÉFICIT ET LA COUVERTURE DES CHARGES DE TRÉSORERIE

Au terme de l'année 2019, le montant total des nouveaux emprunts publics contractés par l'Etat, en vue du financement des programmes et projets socioéconomiques, atteint **635 941,1 millions de FCFA** sur une prévision annuelle de 665 641 millions, soit un taux de mobilisation de 95,5%. En glissement annuel, les nouveaux engagements financiers pris sont en baisse de 362 914,2 millions de FCFA par rapport à leur niveau en 2018.

Le niveau de mobilisation de 96,0% est porté par les émissions de bons du trésor (101 093 millions de FCFA) et d'obligations internationales (325 000 millions de FCFA).

Le détail sur la mobilisation des ressources de trésorerie se trouve dans le tableau ci-après :

Tableau n°10 : Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie (nouveaux emprunts) par nature en 2018 et 2019 (en millions de FCFA)

Nature	2018			2019			Ecart	Taux (%)
	Prév.	Exé.	Taux (%)	Exé.	Exé.	Taux (%)		
Remboursements prêts et avances	0 200	497	248,5	137	38,6	28,2	-458,4	-92,2
Emission de dettes à moyen et long termes (emprunt obligataire)	279 600	173 990,8	62,2	243 209	93 741,7	38,5	-80 249,1	-46,1
Emprunts extérieurs (prêts projets)	39 600	10 196,3	25,7	45 131	33 345,5	73,9	23 149,2	227,0
Emprunts extérieurs (prêts programmes)	160 000	135 302,9	84,6	163 478	35 223,7	21,5	-100 079,2	-74,0
Financement banques locales	80 000	28 491,6	35,6	34 600	25 172,6	72,8	-3 319,0	-11,6
Tirage sur FMI	26 700	25 279,4	94,7	24 400	25 747,8	105,5	468,4	1,9
Autres ressources de trésorerie	420 809	464 816,9	110,5	397 895	191 413,0	48,1	-273 403,9	-58,8
Obligations du trésor	100 000	182 112,0	182,1	50 000	101 093,0	202,2	-81 019,0	-44,5
Bons du trésor	320 809	282 704,9	88,1	347 895	90 320,0	26,0	-192 384,9	-68,1
Dépôts des correspondants du Trésor	-	166 700,9	-	-	-	-	-166 700,9	-100,0
Obligation internationale	-	170 548,8	-	-	325 000,0	-	154 451,2	90,6
Total	727 309	1 001 833,8	137,7	665 641	635 941,2	95,5	-719 545,5	-71,8

Source : MEF/DGB, mai 2020

Somme toute, la différence entre les ressources de trésorerie (638 919,6 millions de FCFA) et le cumul des charges de trésorerie ajoutée à l'excédent d'exécution budgétaire (+44 758,5 millions de FCFA) fait ressortir un solde global de financement excédentaire à fin décembre 2019 de 132 979,0 millions de FCFA, relativement en baisse de 25 396,5 millions de FCFA par rapport à 2019 où il était de 158 375,5 millions de FCFA.

D. SYNTHÈSE D'EXÉCUTION DE LA LOI DE FINANCES

Au total, sur une prévision initiale de 1 877 543 millions de FCFA, l'exécution de la loi de finances 2019 se présente comme suit :

Tableau n°11 : Synthèse de l'exécution de la loi de finances à fin décembre 2019 (en millions de FCFA)

Nature	Prévision(A)	Réalisation/Exécution		Ecart (B)-(A)
		Montant (B)	Taux (%)	
Ressources	1 877 543	1 857 573,3	98,9	-19 969,7
Budget de l'Etat	1 211 902	1 221 632,1	100,8	9 730,1
Ressources de trésorerie	665 641	635 941,2	95,5	-29 699,8
Charges	1 877 543	1 768 685,3	94,2	-108 857,7
Budget de l'Etat	1 373 041	1 220 964,6	88,9	-152 076,4
Charges de trésorerie	504 502	547 720,6	108,6	43 218,6

Source : MEF/DGB, mai 2020



SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

L'encours de la dette publique du Bénin au 31 décembre 2019 se chiffre à **3 476 590 millions de FCFA, soit environ 6,23 milliards USD** contre 3 734 050 millions de FCFA au 30 septembre 2019 (soit une baisse d'environ 257 470 millions de FCFA). Il est constitué de 2 020 680 millions de FCFA (**3,62 milliards USD**) au titre de la dette libellée en devises et de 1 455 910 millions de FCFA (**2,61 milliards USD**) au titre de la dette libellée en monnaie locale. La dette extérieure et la dette intérieure représentent respectivement 58% et 42% du portefeuille de la dette publique. Conformément à la stratégie d'endettement à moyen terme du Bénin, la dette libellée en devises devrait baisser progressivement au profit de la dette en monnaie locale. La dette extérieure devrait être contenue en dessous de 60% du portefeuille sur la période 2020-2024.

Le taux d'endettement public (encours de la dette rapporté au PIB) ressort à **41,44% au 31 décembre 2019** dont 24,09% au titre de la dette libellée en devises et 17,35% pour la dette libellée en monnaie locale. Il est à noter que ce taux est en dessous du seuil communautaire de 70% fixé pour les pays membres de l'UEMOA.

Les résultats des différentes revues externes, notamment celle du Fonds Monétaire International (FMI) courant octobre 2019 et celle de la Banque Mondiale suivant la méthodologie DeMPA, ont révélé des évolutions positives en matière de la gestion de la dette publique du Bénin. Par ailleurs, un plan de réformes pour la mise en œuvre des points d'amélioration soulevés est déjà disponible et connaîtra son exécution à partir de l'année 2020

Les informations essentielles sur l'encours de la dette et sa composition, le service assuré de la dette publique, le point des nouveaux engagements, les indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique et les caractéristiques du portefeuille des titres publics en 2019 sont respectivement présentées comme ci-après :

Tableau n°12 :Evolution de l’encours de la dette (en millions de FCFA) et du taux d’endettement public entre 2018 et 2019

Rubriques	2018				2019			
	1er trim	2ème trim	3ème trim	4ème trim	1er trim	2ème trim	3ème trim	4ème trim
Dette bilatérale	221 920	225 050	233 990	241 670	252 890	263 520	261 220	245 330
Dette multilatérale	974 530	1 003 820	959 890	1 021 040	1 145 110	1 206 910	1 201 580	1 150 900
Dette commerciale	25 590	46 320	216 870	269 370	290 080	311 250	283 550	296 470
Eurobond	-	-	-	-	327 980	327 980	327 980	327 980
Encours dette en devises	1 222 040	1 275 190	1 410 750	1 532 080	2 016 060	2 109 660	2 074 330	2 020 680
Obligations du Trésor	1 161 670	1 259 750	1 262 550	1 267 020	1 256 440	1 289 440	1 261 940	1 190 100
Bons du Trésor	171 210	114 840	160 110	160,110	159 560	169 710	49 450	21,95
Autres dettes en monnaie locale	428 050	422 590	257 130	292 570	332 200	325 870	348 330	243 870
Encours dette en monnaie locale	1 760 920	1 79 7190	1 679 800	1 719 700	1 748 200	1 785 020	1 659 720	1455 910
Encours dette publique	2 982 960	3 072 380	3 090 550	3 251 780	3 764 260	3 894 680	3 734 050	3476590
Taux d’endettement en devises	20,90%	22%	24,28%	26,49%	31,81%	24,61	24,75	24,09%
Taux d’endettement en monnaie locale	30,10%	30,90%	28,92%	29,74%	27,58%	20,82	19,8	17,35%
Taux d’endettement public	51,00%	52,90%	53,20%	56,23%	59,39%	45,43	44,55	41,44%

Source : Bulletin statistique de la dette publique du Bénin, 4ème trimestre 2019 (données ramenées en millions de FCFA pour conformité au format de présentation des données d'exécution budgétaire)

Tableau n°13 :Service assuré de la dette publique en 2019 (en millions de FCFA)

Nature	Prévision(A)	Réalisation/Exécution	Ecart (B)-(A)
Dette libellée en devises			
Dette multilatérale	31 040	19 860	50 900
Dette bilatérale	10 670	12 710	23 380
Total dette extérieure	41 710	32 570	74 280
Dette libellée en monnaie locale (FCFA)			
Titres publics	406 500	84 530	491 030
Banques locales	59 410	22 260	81 670
Total dette intérieure	465 910	106 790	572 700
TOTAL DETTE PUBLIQUE	507 620	139 360	646 980

Source : [Bulletin statistique de la dette publique du Bénin, 4ème trimestre 2019 \(données ramenées en millions de FCFA pour conformité au format de présentation des données d'exécution budgétaire\)](#)

Tableau n°14 :Point des nouveaux engagements en devises en 2019 (en millions de FCFA)

Créanciers	Montants (en devises)	Montants (Millions de FCFA)	Durées (année)	Différés (année)	Taux d'intérêt (%)
Banque commerciale internationale	127 000 000 Euros	83 310	12	2	3,19
BAD	119 930 000 Euros	78 670	25	8	1,70
Euro bond	500 000 000 Euros	327 980	7	4	5,75
BAD-AGTF	43 190 000 Euros	28 303	25	8	1,70
FKDEA	17 700 000 Dollars US	9 704	25	5	1,50
FIDA	13 320 000 Euros	8 704	40	10	0,75
BADEA	20 000 000 USD	11 000	26	6	1,75
BADEA	20 000 000 USD	11 000	20	5	2,50
FAD	7 120 000 Unités de Compte	5 670	40	5	0,75
BIDC	5 000 0000 Dollars US	2 750	20	5	2,75
AFD	45 000 000 euros	29 520	20	5	1,12
AID	89 200 000 Euros	58 510	38	6	0
FAD	3 497 974 Unités de compte	2 800	40	5	0
AFD	34 500 000 euros	22 630	20	5	0,25
AID	89 100 000 Euros	58 450	38	6	0
OFID	10 000 000 USD	5 500	20	5	1
BID	8 940 000 Euros	5 860	25	7	1,5
BID	53 940 000 euros	35 380	20	4	0,6
BAD	61 000 000 Euros	40 010	25	8	0,545
BAD	61 770 000 Euros	40 520	25	8	0,545
AID	40 600 000 Euros	26 630	38	6	0
TOTAL		893 000			

Source : Bulletin statistique de la dette publique du Bénin, 4ème trimestre 2019 (données ramenées en millions de FCFA pour conformité au format de présentation des données d'exécution budgétaire)

Tableau n°15 :Point des nouveaux engagements en monnaie locale en 2019 (en millions de FCFA)

Créanciers	Montants en millions de FCFA	Durées en année	Durées (année)	Taux d'intérêt (%)
Banques locales	10 000	5	0	6,75
	5600	5	0	6,75
	58 000	8	2	6,75
	25 000	7	2	7
	34 650	4	0	6
	50 000	4	1	6
	17 000	12	3	6
	10 000	18	5	3
	22 044	6	1	6,25
TOTAL	232 690			

Source : [Bulletin statistique de la dette publique du Bénin, 4ème trimestre 2019 \(données ramenées en millions de FCFA pour conformité au format de présentation des données d'exécution budgétaire\)](#)

Tableau n°16 Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique en 2019

Indicateurs de coûts et risques		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale
Dette nominale (en millions de FCFA)		2 020 700	1 455 910	3 476 590
Dette nominale (en % du PIB)		24,1	17,4	41,4
Valeur Actuelle de la dette (en % du PIB)		17,9	17,4	35,3
Indicateurs d'évaluation du coût de la dette	Paiement d'intérêts en % du PIB	0,5	1,0	1,5
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	2,1	6,1	3,8
Exposition au risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM	10,9	2,8	7,5
	Dette amortie dans un an (en % du total)	3,2	24,2	12,0
	Dette amortie dans un an (en % du PIB)	0,8	4,2	5,0
Exposition au risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) ATR	10,8	2,8	7,4
	Dette refixée dans un an (en % du total)	5,3	24,2	13,3
	Dette à taux d'intérêt fixe (en % total)	97,7	100,0	98,7
Exposition au risque de taux de change	Dette en devise (en % du total)			58,1
	Dette en devise hors Euro (en % du total)			28,07

Source : Bulletin statistique de la dette publique du Bénin, 4ème trimestre 2019 (données ramenées en millions de FCFA pour conformité au format de présentation des données d'exécution budgétaire)

A. CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ÉCONOMIQUE

Pour l'année 2019, l'ensemble des moyens utilisés par les Ministères et Institutions de l'Etat pour assurer les dépenses liées au fonctionnement de l'appareil administratif pour la délivrance des services aux citoyens et à la réalisation des infrastructures socioéconomiques dans plusieurs secteurs vitaux de l'économie béninoise (agriculture, énergie et eau, santé et protection sociale, routes et pistes rurales, etc.) s'élèvent à **834 772,7 millions de FCFA, soit 85,8% des prévisions annuelles** contre 906 832,9 millions de FCFA en 2018. En cumulant ces dépenses avec celles du budget du FNRB, des comptes d'affectation spéciale, des crédits globaux, des charges financières de la dette publique et avec les charges de trésorerie, la loi de finances 2019 a été globalement engagée à 1 768 685,2 millions de FCFA, soit un taux de **94,2% des prévisions annuelles** qui sont de 1 877 543 millions de FCFA.

Ce niveau est lié à l'anticipation dans le remboursement des prêts contractés auprès des banques locales pour raisons évoquées plus haut.

Par grande masse économique, les **dépenses ordinaires** s'affichaient à 724 554,9 millions de FCFA et les **dépenses d'investissements** ressortaient à 349 947,5 millions de FCFA (hors les dépenses liées aux projets en mode Partenariat-Public-Privé). En plus de ces catégories de dépenses budgétaires, celles des **comptes d'affectation spéciale** sont exécutées à 7 089,4 millions de FCFA.

La ventilation desdites dépenses par unité administrative et par nature économique est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau n°17 : Présentation de l'exécution de la Loi de Finances 2019 par classifications administrative et économique sur la base des prévisions annuelles (en millions de FCFA)

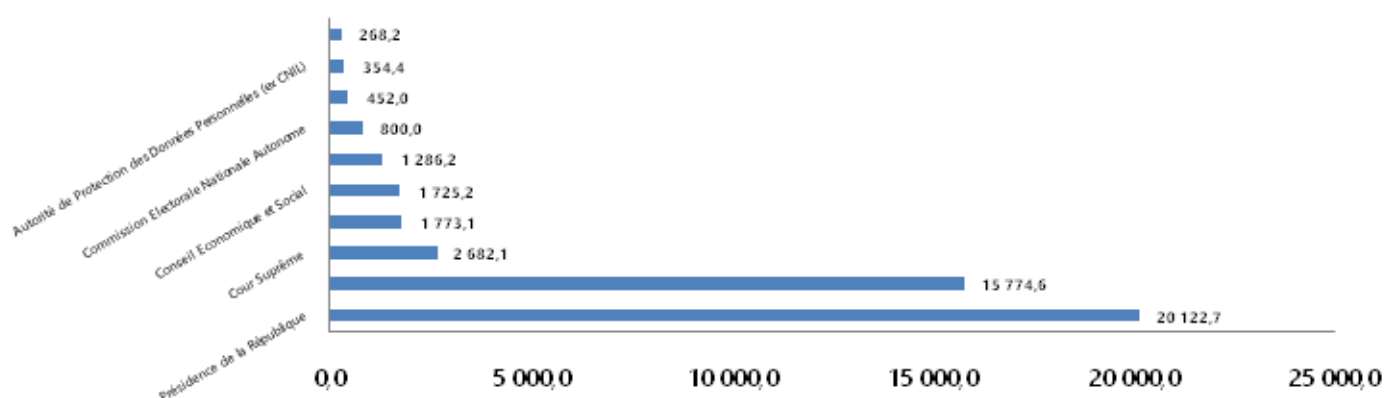
I- OPERATIONS BUDGETAIRES

SECTEURS	DEPENSES ORDINAIRES				DEPENSES EN CAPITAL				TOTAL EXECUTION (C)= (a+b)	Prévision loi de finances (D)	Taux d'exé. (C*100/(D))
	Dépenses de personnel	Dépenses d'acquisitions de biens et services	Dépenses de transfert	Total dépenses ordinaires (a)	Ressources Intérieures	Ressources extérieures (dons)	Ressources extérieures (prêts)	Total dépenses en capital (b)			
1. Institutions	15 814,5	15 307,9	10 890,9	42 013,3	0,0	414,5	2 810,6	3 225,1	45 238,3	45 781,0	98,8%
Présidence de la République	1 455,9	6 638,2	8 803,4	16 897,6		414,5	2 810,6	3 225,1	20 122,7	20 053,6	100,3%
Assemblée Nationale	9 667,1	5 862,5	245,0	15 774,6				0,0	15 774,6	15 752,0	100,1%
Cour Constitutionnelle	842,6	440,6	3,0	1 286,2				0,0	1 286,2	1 301,1	98,9%
Cour Suprême	1 498,2	704,7	479,2	2 682,1				0,0	2 682,1	2 911,7	92,1%
Conseil Economique et Social	1 202,5	496,0	26,6	1 725,2				0,0	1 725,2	1 858,8	92,8%
Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication	871,1	802,3	99,8	1 773,1				0,0	1 773,1	1 847,9	96,0%
Haute Cour de Justice	277,1	173,9	1,0	452,0				0,0	452,0	450,0	100,4%
Médiateur de la République		189,5	78,6	268,2				0,0	268,2	412,4	65,0%
Commission Electorale Nationale Autonome			800,0	800,0				0,0	800,0	800,0	100,0%
Autorité de Protection des Données Personnelles (ex CNIL)			354,4	354,4				0,0	354,4	393,6	90,0%
2. Ministères	301 402,9	49 436,0	114 677,3	465 516,2	211 871,1	66 428,0	45 719,0	324 018,1	789 534,4	926 927,8	85,2%
Defense Nationale	33 050,4	3 675,4	1 460,7	38 186,5	6 548,7	0	0	6 548,7	44 735,2	39 911,1	112,1%
Economie & Finances	8 353,5	1 804,2	4 203,2	14 360,9	690,5	29 650,7	0,0	30 341,2	44 702,0	15 516,7	288,1%
Justice & Législation	5 520,5	2 033,8	3 962,2	11 516,5	1 991,1	0,0	0,0	1 991,1	13 507,5	15 926,3	84,8%
Plan et Développement	992,8	1 881,6	1 893,7	4 768,1	100,0	1 499,1	900,8	2 500,0	7 268,1	14 217,6	51,1%
Economie Numérique & Communication	711,2	716,3	4 882,4	6 309,9	10 391,4		946,3	11 337,7	17 647,6	26 742,8	66,0%
Cadre de vie et Développement Durable	3 541,8	573,8	1 191,1	5 306,7	38 131,4	1 000,0	9 904,8	49 036,1	54 342,9	68 216,3	79,7%
Industrie et Commerce	960,4	938,9	688,4	2 587,7	187,7		0,0	187,7	2 775,3	3 329,2	83,4%
Santé	22 347,2	5 956,9	19 784,6	48 088,8	6 144,9		222,7	6 367,5	54 456,3	63 609,8	85,6%
Energie	1 468,4	461,1	140,2	2 069,6	39 212,0	3 261,7	17 855,8	60 329,6	62 399,2	51 488,5	121,2%
Agriculture, Elevage et Pêche	6 662,1	3 479,0	15 345,1	25 486,2	9 768,9	1 221,5	2 890,1	13 880,4	39 366,7	59 751,8	65,9%
Tourisme, Culture & Sports	1 664,5	1 083,7	8 319,9	11 068,1	17 850,8		0,0	17 850,8	28 918,9	58 365,2	49,5%
Affaires Sociales & Microfinance	63,4	759,8	2 609,1	3 432,4	267,2		0,0	267,2	3 699,6	6 173,0	59,9%
Enseignement supérieur	23 057,1	714,4	18 208,6	41 980,1	3 731,2	0	136,7	3 867,9	45 848,0	60 974,8	75,2%
PME & Prom. Emploi	54,0	527,3	3 674,7	4 256,0	67,7	21,9	3 491,5	3 581,1	7 837,1	7 594,2	103,2%
Infrastructures & Transports	932,5	765,8	573,1	2 271,4	35 623,4		99,3	35 722,8	37 994,2	63 231,5	60,1%

SECTEURS	DEPENSES ORDINAIRES				DEPENSES EN CAPITAL				TOTAL EXECUTION (C)= (a+b)	Prévision loi de finances (D)	Taux d'exé. (C*100/(D))
	Dépenses de personnel	Dépenses d'acquisitions de biens et services	Dépenses de transfert	Total dépenses ordinaires (a)	Ressources Intérieures	Ressources extérieures (dons)	Ressources extérieures (prêts)	Total dépenses en capital (b)			

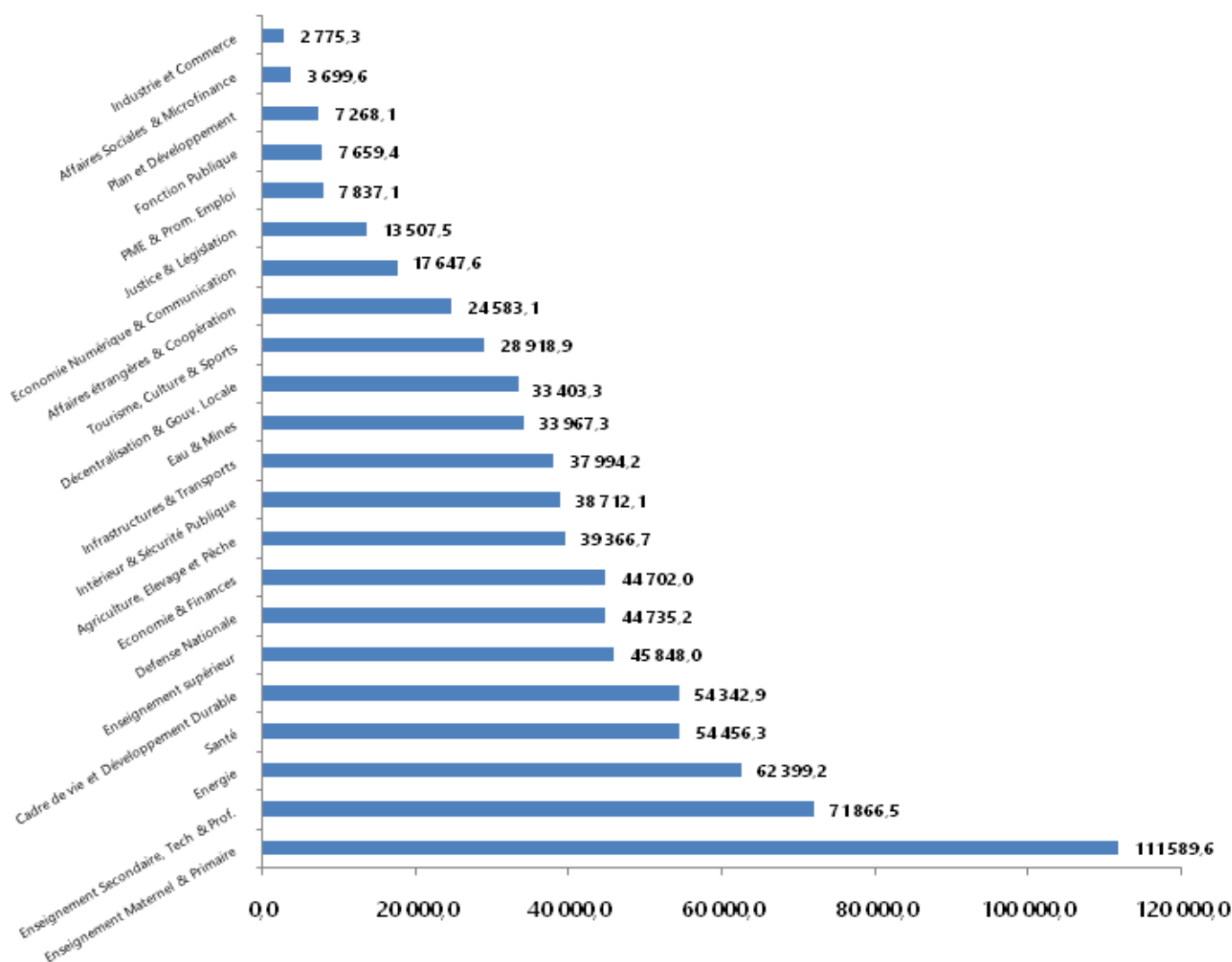
Fonction Publique	3 462,4	1 733,6	2 166,4	7 362,4	297,0		0,0	297,0	7 659,4	7 218,4	106,1%
Intérieur & Sécurité Publique	30 858,6	3 833,3	1 342,1	36 034,0	2 678,2		0,0	2 678,2	38 712,1	38 918,3	99,5%
Décentralisation & Gouv. Locale	1 604,3	2 269,1	3 786,0	7 659,3	12 964,9	12 779,1	0,0	25 743,9	33 403,3	47 240,3	70,7%
Enseignement Maternel & Primaire	80 568,4	3 335,5	14 422,2	98 326,1	6 342,8	6 921	0,0	13 263,5	111 589,6	114 051,6	97,8%
Enseignement Secondaire, Tech & Prof.	59 238,2	2 663,8	5 719,0	67 621,0	1 733,4	1 590,2	921,9	4 245,5	71 866,5	75 006,7	95,8%
Affaires étrangères & Coopération	14 273,9	9 404,5	100,2	23 778,7	804,5		0,0	804,5	24 583,1	28 329,3	86,8%
Eau & Mines	76,7	510,2	204,5	791,5	16 343,6	8 483,1	8 349,2	33 175,9	33 967,3	58 656,2	57,9%
Caisse Autonome d'Amortissement	1 940,7	313,9		2 254,6				0,0	2 254,6	2 458,0	91,7%
TOTAL MINISTÈRES ET INSTITUTIONS (3) = (1)+(2)	317 217,4	64 743,8	125 568,3	507 529,5	211 871,1	66 842,5	48 529,6	327 243,2	834 772,7	972 708,8	85,8%
Crédits globaux (4)	49 819,2	29 956,1	48 890,8	128 666,1	22 704,3			22 704,3	151 370,5	137 680,2	109,9%
Charges financières de la dette publique (5)									139 372,7	153 900,0	90,6%
TOTAL BUDGET GENERAL (3) + (4) + (5)	367 036,6	94 700,0	174 459,1	636 195,7	234 575,4	66 842,5	48 529,6	349 947,5	1 125 515,9	1 264 289,0	89,0%
Budget annexe du FNRB	112,3	444,3	87 802,5	88 359,2				0,0	88 359,2	85 450,0	103,4%
Comptes d'affectation spéciale									7 089,4	23 302,0	30,4%
TOTAL BUDGET DE L'ETAT	367 148,9	95 144,3	262 261,6	724 554,9	234 575,4	66 842,5	48 529,6	349 947,5	1 220 964,5	1 373 041,0	88,9%
II - OPERATIONS DE TRESORERIE											
Prêts et avances	Amortissement emprunts obligataires	Amortissement tirages FMI	Amortissement emprunts extérieurs	Amortissement Bons du Trésor	Indemnités de vacation des enseignants	Amortissement dettes banques locales	Variation des instances de paiement	Retrait des correspondants du Trésor	Total exécution	Prévision Loi de Finances	Taux d'exé
0,0	167 243,2	11 245,9	41 710,5	239 258,0	18 848,6	59 414,5	10 000,0	0,0	547 720,7	504 502,0	108,6%
TOTAL LOI DE FINANCES (I) + (II)	-	-	-	-	-	-	-	-	1 768 685,2	1 877 543,0	94,2%

Figure n° 1 : Exécution des dépenses budgétaires de la loi de Finances 2019 par Institution de l'Etat (en millions de FCFA)



Exécution des dépenses budgétaires de la loi de Finances 2019 au 31 décembre par Institution de l'Etat (en millions de FCFA)

Figure n° 2 : Exécution des dépenses budgétaires de la loi de Finances 2019 par ministère de l'Etat (en millions de FCFA)



Exécution des dépenses budgétaires de la loi de Finances 2019 au 31 décembre par ministère (en millions de FCFA)

B. CLASSIFICATION FONCTIONNELLE

Suivant les principales fonctions de l'Etat, l'exécution 31 décembre 2019 des dépenses du budget de l'Etat se présente comme suit :

Tableau n°18 : Présentation de l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2019 par **fonction** (en millions de FCFA)

N°	Fonctions	Prévisions	Exécution	Taux d'exéc.	Poids	Observations
1	Services Généraux de l'Administration	400 479,4	258 806,2	64,6%	21,2%	Retraitement en cours
2	Défense	55 911,1	48 653,2	87,0%	4,0%	
3	Ordre et Sécurité Publique	55 646,6,2	52 219,7	93,8%	4,3%	
4	Affaires économiques-Equipement	270 500,3	400 601,7	148,1%	32,8%	
5	Protection de l'Environnement	12 514,0	54 342,9	434,3%	4,5%	
6	Logement et Equipements collectifs	114 358,5	-	-	-	
7	Santé	63 609,8	54 990,2	86,4%	4,5%	
8	Loisirs, Sports et Culture	58 365,2	28 918,9	49,5%	2,4%	
9	Enseignements	250 033,1	230 373,0	92,1%	18,9%	
10	Protection Sociale	91 623,0	92 058,8	100,5%	7,5%	
	Total Fonctions	1 373 041,0	1 220 964,5	88,9%	100%	

NIVEAU DE FINANCEMENT ET D'EXECUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES : DEPENSES SOCIALES PRIORITAIRES

Conformément à la politique sociale du Gouvernement, seize (16) ministères sectoriels ont exécuté en 2019 des dépenses à haute sensibilité sociale (dépenses pro-pauvres). Il s'agit du :

- Ministère de l'Economie et des Finances ;
- Ministère de la Justice et de la Législation ;
- Ministère du Plan et du Développement ;
- Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable ;
- Ministère de la Santé ;
- Ministère de l'Energie ;
- Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ;
- Ministère de la Culture, du Tourisme et des Sports ;
- Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance ;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
- Ministère de l'Emploi des Jeunes, des Petites et Moyennes Entreprises ;
- Ministère des Infrastructures et des Transports ;
- Ministère du Travail et de la Fonction Publique ;
- Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique ;
- Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale ;
- Ministère des Enseignements Maternel et Primaire ;
- Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle ;
- Ministère de l'Eau et des Mines.

Pour l'année 2019, il a été ouvert en loi de finances, des crédits d'un montant de **270 807,6 millions de FCFA** au titre des dépenses sociales prioritaires contre un engagement de 171 000 millions de FCFA pris avec le Fonds Monétaire International (FMI).

A fin décembre, les crédits ont été exécutés pour un montant de **219 994,8 millions de FCFA**, ce qui représente un engagement en dépassement de 128,7% des prévisions annuelles convenu avec le FMI.

L'exécution, par secteur et suivant les axes de la politique sociale en faveur des pauvres est consolidée dans le tableau ci-après.

Tableau n°19 : Exécution des dépenses pro-pauvres en 2019 (en millions de FCFA)

Secteurs	Prévisions	Engagement	Taux (%)	Ecarts	Discussions narratives
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)	3 331,0	3 331,0	100,0	0,0	L'engagement à 100% des crédits s'explique par la nature des desdites dépenses qui regroupement entre autres, les dépenses d'interventions publiques (aides économiques et sociales aux ménages, entreprises privées et autres entités du service public) et les charges liées à la prévention et la gestion des catastrophes..
Ministère de la Justice et de la Législation (MJL)	1 720,6	861,8	50,1	-858,9	Les crédits consommés pour 861,8 millions FCFA ont servi à la poursuite de la modernisation des services judiciaires, au renforcement des moyens d'action des centres régionaux et du Centre National de Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence, notamment pour la protection des mineurs.
Ministère du Plan et du Développement (MPD)	3 620,0	1 167,7	32,3	-2 452,3	L'exécution des dépenses pro-pauvres au titre de l'année 2019 a permis : (i) l'achèvement et mise en exploitation du Centre de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (CGIRE) ; (ii) l'accroissement des moyens de production des statistiques sociales (réalisation d'enquêtes, identification des plus pauvres, etc.) pour la prise de décision optimale en faveur des pauvres et (iii) la réalisation de plusieurs ouvrages (forages et retenues d'eau) dans des communes comme Avrankou, Savalou, etc.
Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD)	31 478,4	21 461,7	68,2	-10 016,8	Engagées à hauteur de 68,2% des prévisions annuelles, les dépenses pro-pauvres pour l'année 2019 du MCVDD sont consacrées, entre autres : (i) à l'assainissement des villes à statut particulier ; (ii) à l'aménagement de la route des pêches ; ; (iii) au renforcement de mesures de protection du Littoral contre l'érosion côtière (les zones concernées sont Cotonou-Siafato, Hilacondji-Bouche du Roy, Grand-Popo-Ouidah) aux fins de garantir l'activité économique des populations riveraines ; (iv) à la réhabilitation du lac Ahémé ; (v) à la réhabilitation de la ville d'Abomey ; (vi) à la subvention des ménages dans le cadre de la mise en œuvre du projet de substitution du bois énergie par le gaz domestique ; (vii) à l'adaptation des villes aux effets du changement climatique ; (viii) à la sécurisation foncière des plantations communales et l'installation de 4ha de plantations dans 10 écoles ; etc.
Ministère de la Santé (MS)	23 586,5	20 804,0	88,2	-2 782,5	Tout comme en 2018, l'engagement à 88,2% des dépenses sociales du secteur de la Santé en 2019 a servi, entre autres, à la couverture des charges découlant des mesures telles que : la gratuité de la césarienne, le traitement gratuit du paludisme chez les enfants de 0 à 5 ans et des femmes enceintes, le dépistage et le traitement de l'ulcère de Buruli ; le renforcement des moyens financiers du centre de prise en charge médicale intégrée du nourrisson et de la femme enceinte atteints de la drépanocytose et du centre national de transfusion sanguine ; à l'acquisition des réactifs, des médicaments et des consommables médicaux au profit des centres de santé pour la prise en charge des personnes atteintes du VIH/SIDA ; à la prise en charge des hémodialysés ; au paiement des frais d'évacuations sanitaires ; à la lutte contre les maladies comme la tuberculose, l'hépatite et les maladies transmissibles ou non ; au renforcement des plateaux techniques des formations sanitaires ; etc.
Ministère de l'Energie (ME)	62 018,3	57 193,5	92,2	-4 824,8	Pour l'année 2019, les dépenses du secteur sont engagées pour l'approvisionnement en carburant et lubrifiants des groupes électrogènes, des centrales thermiques de MRI, AGGREKO et APR ; à l'interconnexion électrique de 161 KV dans la zone de Bembèrèkè-Kandi-Malanville ; à l'électrification de plusieurs localités rurales du Bénin ; l'acquisition de panneaux scolaires au profit des centres de santé et des collèges des localités rurales ; à la restructuration et à l'extension des réseaux SBEE dans les communes ; à la construction d'une centrale thermique de 120 mégawatts à Maria-Gléta ; etc.

Secteurs	Prévisions	Engagement	Taux (%)	Ecart	Discussions narratives
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP)	26 848,4	15 416,6	57,4	-11 431,8	Le niveau d'engagement obtenu, bien qu'étant en-dessous de l'objectif, a permis la poursuite de la mise en œuvre du projet d'appui à la diversification agricole (amélioration de la productivité au champ et la valeur ajoutée post récolte des chaînes de valeur ciblées) ; la mise en place des infrastructures agricoles et le soutien aux agriculteurs dans la vallée de l'Ouémé ; le développement des cultures maraîchères par le renforcement des capacités des acteurs ; la poursuite de l'exécution du projet de production agricole en Afrique de l'Ouest (diffusion des technologies pour l'amélioration de la productivité des chaînes de valeur telles que le maïs, le riz, le soja, les cultures maraîchères, l'ananas, l'anacarde, le poisson, les petits ruminants et la volaille).
Ministère de la Culture, du Tourisme et des Sports (MCTS)	13 056,1	9 061,2	69,4	-3 994,9	En dépit de l'écart négatif d'exécution de près de 4 millions de FCFA, plusieurs réalisations sont enregistrées dont : - la réhabilitation et la mise en valeur du parc animalier de la Pendjari avec des impacts socio-économiques considérables, notamment : la création de 212 emplois permanents et 614 emplois saisonniers ; - la clôture du site de belvédère de BOPA ; - la construction des ouvrages d'assainissement et confortatifs des voies d'accès du site de belvédère de BOPA ; - l'aménagement partiel du site des chutes de Tanougou ; - l'aménagement de la voie d'accès à l'embarcadere de Djassin ; - la réfection des toitures des paillottes du site des chutes de Kota ; - l'appui du Fonds des Arts et de la Culture à la production, à la promotion et à la diffusion des produits et œuvres artistiques et culturelles sur le marché international ; - la promotion de talents sportifs.
Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance (MASM)	1 981,1	1 641,9	82,9	-339,2	Tout comme en 2018, la politique sociale du Gouvernement dans le secteur est essentiellement axée sur les différentes mesures sociales décrétées (octroi de microcrédits aux plus pauvres, subventions directes aux personnes vulnérables, assistance aux handicapés, etc.).
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)	25 095,8	16 165,9	64,4	-8 929,9	Les dépenses dans ce sous-secteur de l'éducation sont engagées pour le paiement des bourses et secours, l'attribution des allocations universitaires à 76 doctorants, le maintien de la gratuité des droits d'inscriptions qui couvre près de 70 % des étudiants (étudiants non boursiers, non secourus et non-salariés, soit 90 000 étudiants), etc.
Ministère des Enseignements Maternel et Primaire (MEMP)	18 699,8	16 243,2	86,9	-2 456,5	Les différents niveaux obtenus dans le sous-secteur de l'éducation ont permis la prise en charge des frais d'écologie dans les écoles publiques, la réalisation des infrastructures scolaires dans certaines communes, l'amélioration du niveau de rétention des écoliers à travers l'extension du programme cantines scolaires, le développement des programmes d'accès à l'éducation pour tous (notamment les filles), etc.
Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle (MESTFP)	8 468,2	8 114,6	95,8	-353,7	L'engagement à hauteur de 95,8% des dépenses dans ce sous-secteur s'explique par l'accroissement des subventions dans les lycées et collèges, l'amélioration des soins au profit des élèves et lycéens, le paiement des allocations familiales, la réhabilitation et l'équipement des infrastructures éducatives, la promotion de l'alphabétisation, etc.

Secteurs	Prévisions	Engagement	Taux (%)	Ecart	Discussions narratives
Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi (MPMEPE)	8 420,6	7 966,6	94,6	-454,0	Le bon niveau de consommation (près de 95% de la prévision) est imputable aux activités : - la mise en stage de plusieurs jeunes dans le cadre du programme d'appui à l'emploi indépendant ; - la formation de 500 filles dans les métiers d'homme; - la mise en place des subventions au titre du second passage du Projet Emploi des Jeunes ; - le suivi et l'accompagnement de 7 567 bénéficiaires de subvention au titre du premier passage après installation ; - l'incubation de 500 jeunes porteurs d'idées de projets à l'entrepreneuriat à travers le partenariat FNPEEJ-centres d'incubation; - le renforcement des capacités de 300 entreprises artisanales du bois et du bâtiment sur les normes de production.
Ministère des Infrastructures et des Transports (MIT)	14 451,0	11 453,1	79,3	-2 997,9	L'engagement à près de 80% des dépenses allouées a permis, entre autres, la réalisation des travaux de construction du pont de Tovègbamè sur l'axe Akpro-Misséréké-Kpédékpo, la réfection des routes et des pistes rurales dans le cadre des campagnes de commercialisation du coton-graines et du renforcement du réseau de pistes rurales, l'entretien du réseau routier, la sensibilisation sur les voies pour la réduction des accidents de route etc.
Ministère du Travail et de la Fonction Publique (MTFP)	1 069,6	849,3	79,4	-220,3	Les ancrages budgétaires pour l'année 2019 sont principalement la lutte contre les pires formes de travail des enfants, l'organisation des conférences débats sur le VIH/SIDA et les hépatites en milieu de travail, à la vérification des conditions de travail par rapport au code de travail, la mise en œuvre du plan d'actions de Ouagadougou sur la lutte contre la pauvreté, le renforcement des moyens d'action de la caisse mutuelle de prévoyance sociale, etc.
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique	1 306,7	1 399,7	107,1	93,0	L'engagement en dépassement des crédits (+7,1 points de pourcentage) en 2019 est porté par la volonté du Gouvernement de faire des espaces frontaliers, de véritables zones de développement local à travers la formation et l'équipement des groupement de femmes ; l'accroissement des moyens des Sapeurs-Pompiers pour des interventions rapides en matière de protection civile ; la lutte contre la transhumance transfrontalière qui cause assez de dégâts aux populations; la construction et l'équipement des infrastructures au profit des forces de sécurité publique.
Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale (MDGL)	0,0	9 106,6	-	9 106,6	L'exécution en cours d'année de plus de 9 milliards de FCFA en faveur des collectivités et administration locales, vise à accroître l'accès des populations pauvres et des zones reculées aux services sociaux essentiels et aux filets de protection sociale. L'année 2019 a connu également la poursuite des travaux de construction de 30 hangars de type C dans le marché principal de Dangbo et du type B avec deux modules de latrines et douches dans le marché principal d'Agbangnizoun, etc.
Ministère de l'Eau et des Mines (MEM)	25 655,6	17 756,6	69,2	-7 899,0	Quoique les objectifs n'aient été atteints, l'Etat a consacré les 69,2% des prévisions à la mise en place des infrastructures hydrauliques multifonctions et de gestion durable en eau, au renforcement des systèmes d'alimentation et des villes secondaires et leurs environs, à la réalisation des Adductions d'Eau Villageoise et d'autres infrastructures d'approvisionnement en eau potable dans les zones rurales du Bénin, etc.
Total	270 807,6	219 994,8	81,2	-50 812,82	

EXECUTION DES RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES LOCALES (FADEC NON AFFECTE ET FADEC AFFECTE)

Au titre l'année 2019, les ressources transférées aux Communes par le canal du Fonds d'Appui au Développement des Communes (FADeC) atteignent globalement un montant de **472,1 millions de FCFA** sur une prévision annuelle de 45 671,0 millions de FCFA, soit un taux d'exécution de **99,6%**. En glissement annuel, elles sont en hausse de de 3 077,4 millions de FCFA par rapport à l'année 2018, ce qui correspond un taux de progression de de 7,3%.

Les ressources du FADeC sont dominées par les ressources non affectées qui représentent 75,7 % du FADeC total en 2019 et sont exécutées par le Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale.

Le tableau ci-après se présente le niveau d'exécution du FADeC-non affecté entre 2018 et 2019.

Tableau N° 20 : Exécution du FADeC non Affecté au titre de 2018 et de 2019 (en millions de FCFA)

Rubriques Budgétaires	2018			2019			Ecart	Taux (%)
	Prév.	Exé.	Taux (%)	Prév.	Exé.	Taux (%)		
FADeC-non affecté fonctionnement	2 790	2 789,8	100,0	2 820	2 820,0	100,0	30,2	1,1
FADeC-non affecté investissement sur ressources intérieures	10 730	10 730,0	100,0	11 500	11 500,0	100,0	770,0	7,2
FADeC-non affecté investissement sur ressources extérieures	16 000	16 489,4	103,1	19 145	20 099,1	105,0	3 609,7	21,9
Total FADeC-non affecté	29 520	30 009,2	101,7	33 465	34 419,1	102,9	4 409,9	14,7

Source : CONAFIL et DGB, mai 2020.

Quant au FADeC affecté, les ressources sont principalement allouées aux secteurs de la santé, des enseignements maternel et primaire, du transport rural, de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Pour l'année 2019, le FADeC affecté est exécuté à hauteur de 90,6% des prévisions annuelles.

Le tableau ci-dessous présente le point des transferts des ressources du FADeC affecté aux communes par secteur sur la période 2018-2019.

Tableau N° 21 : Exécution du FADEC-Affecté au titre de 2018 et de 2019 (en millions de FCFA)

Ministères	Lignes Budgétaires	2018			2019			Ecart	Ecart (%)
		Prév.	Exé.	Taux (%)	Prév.	Exé.	Taux (%)		
MEM	Investissement	2 000	101,3	5,1	0	-	-	-101,3	-100,0
MEMP	Entretiens et Réparations	500	500,0	100,0	0	-	-	-500,0	-100,0
	Investissement	3 000	3 000,0	100,0	3 000	3 000,0	100,0	0,0	0,0
M. Santé	Entretiens et Réparations	2 100	2 100,0	100,0	1 100	0,0	0,0	-2 100,0	-100,0
	Investissement	1 000	1 000,0	100,0	500	500,0	100,0	-500,0	-50,0
	Santé Communautaire	0	0,0	-	1 500	1 500,0	100,0	1 500,0	-
MESFTP	Investissement	85	85,0	100,0	85	85,0	100,0	0,0	0,0
MAEP	Investissement	1 300	1 300,0	100,0	1 300	1 300,0	100,0	0,0	0,0
MCVDD	Investissement (Assainissement)	3 400	1 555,2	45,7	1 960	1 906,9	97,3	351,7	22,6
MIT	Investissement (Pistes rurales)	2 434	2 434,0	100,0	2 434	2 434,0	100,0	0,0	0,0
MTCS	Investissement (Culture)	60	60,0	100,0	250	250,0	100,0	190,0	316,7
	Fonctionnement (Sport)	250	250,0	100,0	77	77,0	100,0	-173,0	-69,2
TOTAL GENERAL		16 129	12 385,5	76,8	12 206	11 052,9	90,6	-1 332,6	-10,8

Source : DGB/MEF, mai 2020.

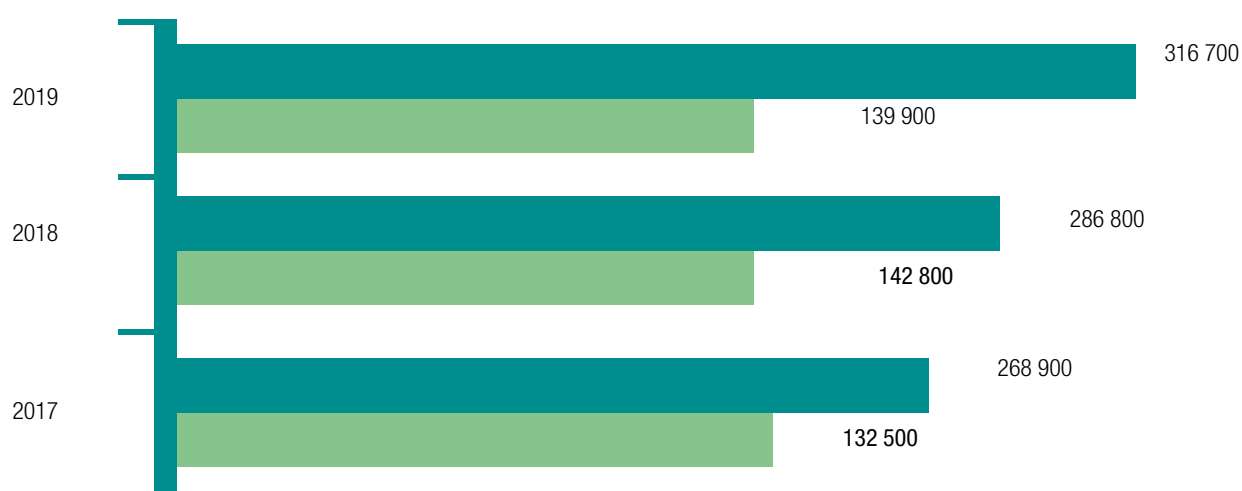
La situation financière des établissements publics décrite dans la présente section émane d'une opération de collecte réalisée par la Direction Générale des Affaires Économiques, en collaboration avec la Direction Générale des Participations de l'État et de la Dénationalisation, entre février et mars 2020. Au total, 143 établissements dont 18 sociétés et 125 offices d'État ont répondu au questionnaire.

A. POINT SUR LES CHIFFRES D'AFFAIRES DES OFFICES ET SOCIÉTÉ D'ETAT

Globalement, les chiffres d'affaires des offices, sur la période 2017-2019, ont régulièrement progressé. Ils s'affichent à 139 900 millions FCFA en 2019 contre 132,5 millions FCFA en 2017, soit une hausse de 5,6%.

Pour les sociétés, les chiffres d'affaires ont également évolué à la hausse sur la période sous revue. Ils s'élèvent à 316 700 millions FCFA en 2019 contre 286 800 millions FCFA en 2018 et 268 900 millions FCFA en 2017, soit une hausse de 17,8% entre 2017 et 2019.

Figure n° 3 : Évolution des chiffres d'affaire des sociétés et offices d'État de 2017 à 2019 (millions FCFA)



Source : DPBEP 2021-2023, mai 2020

■ SOCIETES

■ OFFICES

L'analyse des produits et des charges montre globalement que les produits des établissements publics ont permis de supporter leurs charges, induisant des résultats nets positifs. En effet, les produits des offices s'établissent à 277 900 millions FCFA en 2019, affichant respectivement des baisses de 8,4% par rapport à 2018 et de 3,0% par rapport à 2017. Face à ces produits, les charges enregistrent une diminution de 22,4% passant de 197 100 millions FCFA en 2017 à 153 000 millions FCFA en 2019. Il en ressort un résultat net qui s'affiche à 124 900 millions FCFA en 2019 contre 89 500 millions FCFA en 2017.

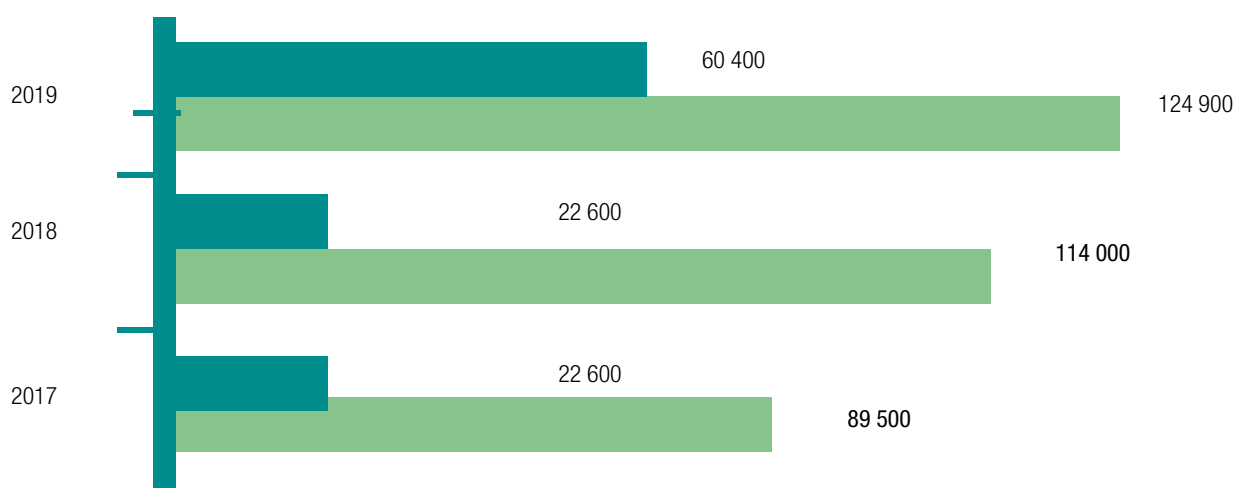
Tableau N° 22 : Quelques indicateurs financiers des sociétés et offices d'État de 2017 à 2019 (millions FCFA)

Année	OFFICES			SOCIÉTÉS		
	TOTAL PRO-DUITS	TOTAL CHARGES	RESULTAT NET	TOTAL PRO-DUITS	TOTAL CHARGES	RESULTAT NET
2017	286 600	197 100	89 500	314 100	291 500	22 600
2018	303 400	189 400	114 000	345 300	322 700	22 600
2019	277 900	153 000	124 900	386 000	325 600	60 400

Source : DPBEP 2021-2023, mai 2020

S'agissant des sociétés, les produits s'établissent à 386 000 millions FCFA en 2019 contre 314 100 millions FCFA en 2017, soit une hausse de 22,9%. Les charges enregistrent une hausse de 11,7% en s'affichant à 325 600 millions FCFA en 2019 contre 291 500 millions FCFA en 2017. Il en découle des résultats nets positifs allant de 22 600 millions FCFA en 2017 à 60 400 millions de FCFA en 2019.

Figure n° 4 : Résultat net des sociétés et offices d'État sur la période 2017-2019 (millions FCFA)

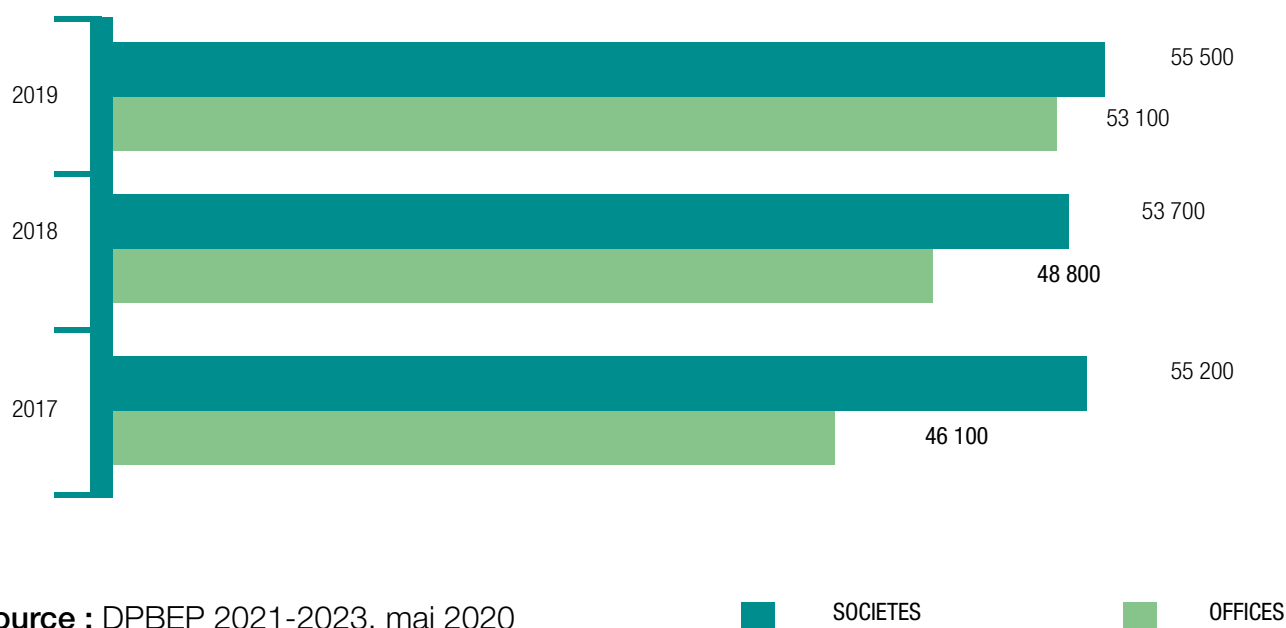


Source : DPBEP 2021-2023, mai 2020

Au niveau des offices, les charges de personnel ont connu une augmentation en passant de 46 100 millions FCFA en 2017 à 48 800 millions FCFA en 2018 puis à 53 100 millions FCFA en 2019, soit une hausse de 15,2% entre 2017 et 2019.

En ce qui concerne les sociétés, les charges de personnel se sont affichées à 55 500 millions FCFA en 2019 contre 55 200 millions FCFA en 2017, soit une hausse de 0,5%.

Figure n° 5 : Evolution des charges de personnel des sociétés et offices d'État de 2017 à 2019 (millions FCFA)



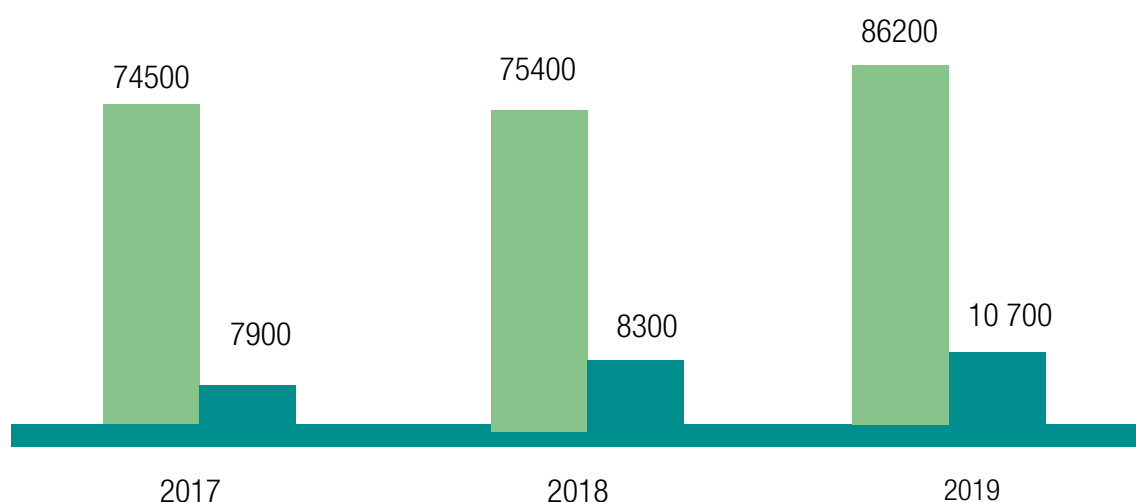
B. POINT SUR LES SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX OFFICES ET SOCIÉTÉ D'ÉTAT

Les établissements publics ont bénéficié de diverses subventions sur la période 2017-2019. Parmi celles-ci, on en distingue principalement deux catégories : les subventions d'exploitation et les subventions d'investissement.

Les subventions d'exploitation sont principalement destinées aux offices. Elles s'établissent à 86 200 millions FCFA en 2019 contre 74 500 millions FCFA en 2017, soit une hausse de 15,7%. Au cours de la période sous revue, les subventions d'exploitation octroyées aux sociétés ont connu une progression en s'établissant à 10 700 millions FCFA en 2019 contre 7 900 millions FCFA en 2017, soit une hausse de 35,4%.

Le graphique ci-dessous montre l'évolution des subventions d'exploitation par type d'établissement public au cours de la période.

Figure n° 6 : Evolution des subventions d’exploitation des établissements publics de 2017 à 2019 (millions FCFA)



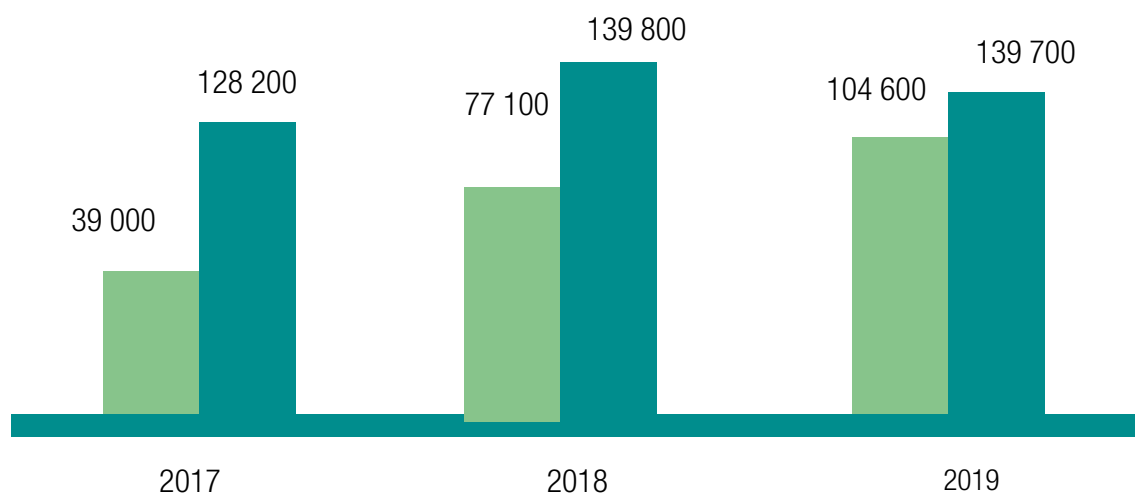
Source : DPBEP 2021-2023, mai 2020

■ SOCIETES ■ OFFICES

S’agissant des subventions d’investissement, elles sont restées soutenues sur la période 2017-2019. Au niveau des sociétés, elles s’élèvent à 139,700 millions FCFA en 2019 contre 128,2 millions FCFA en 2017, affichant ainsi une hausse de 9,0% par rapport à 2017.

Quant aux offices, les subventions d’investissement ressortent à 104,600 millions FCFA en 2019 contre 39,000 millions FCFA en 2017, soit une augmentation notable de 168,2% sur la période. Elles sont majoritairement destinées à l’Agence du Cadre de Vie pour le Développement du Territoire (ACVDT), Institut National des Recherches Agricoles du Bénin (INRAB), Agence Nationale d’Approvisionnement en Eau potable en milieu rural (ANAER-MR), Agence Béninoise d’électrification rurale et de maîtrise d’énergie (ABERME).

Figure n° 7 : Subvention d’investissement des établissements publics de 2017 à 2019 (millions FCFA)

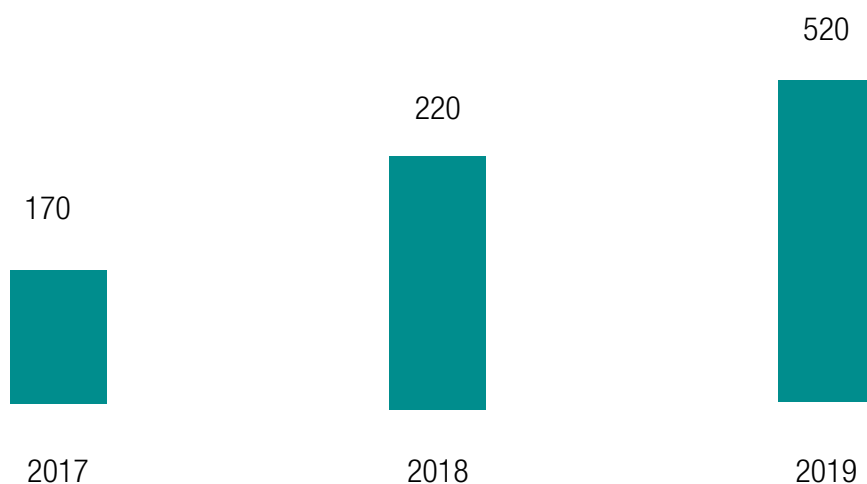


Source : DPBEP 2021-2023, mai 2020

■ SOCIETES ■ OFFICES

S’agissant des dividendes, il faut signaler que seules les sociétés sont concernées. Sur la période 2017-2019, les dividendes versés par les sociétés ont régulièrement progressé. De 170 millions FCFA en 2017, les dividendes ont atteint 520 millions FCFA en 2019, soit une augmentation de 136,4%.

Figure n° 8 : Evolution des dividendes versées par les sociétés à l’État sur la période 2017-2019 (millions FCFA) ⁽⁴⁾



Source : DPBEP 2021-2023, mai 2020

X

NIVEAU D’EXECUTION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET D’ATTEINTE DES OBJECTIFS DE PERFORMANCE DANS LES MINISTÈRES

Tableau n°23 :Synthèse de l’exécution financière et physique des programmes budgétaires de quelques ministères en 2019 (en FCFA)

(4) Il s’agit des contributions de cinq (05) sociétés d’Etat (SOBEMAP, ONAB, PAC, CNERTP et SONEB).

Programme budgétaires	Nature économique	Année 2019			Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
		Prévisions	Exécution	Taux		

Ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC)						
Programme 1 Pilotage et soutien aux services	Personnel (1)	349 871 000	960 447 869	274,5%	<ul style="list-style-type: none">- Mise en œuvre du Système National d'Intégrité et de son plan d'action dans les structures du MIC et coordination des activités des DDIC ;- Missions de contrôle et de vérification et sur saisine ;- Mise en œuvre du plan de formation 2017-2019, gestion 2019 du Ministère ;- Contractualisation des différentes prestations au sein du Ministère (gardiennage, entretien, nettoyage, fourniture de la connexion internet, maintenance du groupe électrogène et du circuit électrique, maintenance de la plomberie) ;- Elaboration des différents rapports et bilans ;- Poursuite de la maintenance et de la mise à jour du site web du Ministère.- Recensement et sécurisation des domaines relevant du patrimoine du Ministère	<ul style="list-style-type: none">- L'indice d'efficacité du MIC est de 67,30 contre une cible de 98 ;- La proportion d'outils de planification, de programmation, de suivi et d'évaluation et de reddition de compte élaboré est de 100%.
	ABS (2)	870 248 000	721 673 000	82,9%		
	Transfert (3)	204 000 000	89 630 000	43,9%		
	Total dépenses ordinaires	1 424 119 000	1 771 750 869	124,4%		
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	0	0			
	Transfert en capital (6)	0	0			
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	0				
	Total P1 (8) = (4) + (7)	1 424 119 000	1 771 750 869	124,4%		
Programme 2 Industrie	Personnel (1)	23 548 000			<ul style="list-style-type: none">- Délivrance de 14 titres d'autorisations d'installation industrielle ;- Réalisation de 47 contrôles industriels ;- Réalisation de 08 contrôles des investissements ;- Étude de trois (03) dossiers de demande d'agrément à la Taxe Préférentielle Communautaire (TPC) de l'UEMOA dont deux (02) ont obtenu d'avis favorable- Étude de deux (02) dossiers d'agrément au Schéma de Libéralisation des Echanges (SLE/CEDEAO) dont un (01) avis favorable donné ;- Délivrance de 1 929 Certificats d'Origine.	<ul style="list-style-type: none">- Le nombre de certificats d'origine délivré est porté à 1 929 sur un objectif de 1 500 ;- Le nombre d'entreprises industrielles agréées à la Taxe Préférentielle Communautaire a atteint 02 contre 07 prévus ;- Le nombre d'entreprises industrielles agréées au Schéma de Libéralisation des Echanges est de 01 contre 05 attendus.
	ABS (2)	30 000 000	25 060 000	83,5%		
	Transfert (3)	75 000 000	14 000 000	18,7%		
	Total dépenses ordinaires	128 548 000	39 060 000	30,4%		
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	0				
	Transfert en capital (6)	0				
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	0	0			
	Total P2 (8) = (4) + (7)	128 548 000	39 060 000	30,4%		

Programme 3 Commerce	Personnel (1)	85 865 000				<div>- Délivrance de 204 Cartes Professionnelles de Commerçants, 1 181 Cartes d'importateur, 376 Attestation tenant lieu de carte d'importateur et 83 ;</div> <div>- Autorisations de vente promotionnelle délivrées dans divers secteurs d'activités au profit des Opérateurs Economiques et autres usagers ;</div> <div>- Contrôle des produits alimentaires dans les douze départements du Bénin ;</div> <div>- Organisation de la cérémonie de lancement officielle de la campagne 2018-2019 de commercialisation des noix de cajou et amande de karité à Dassa</div>	<div>- Le pourcentage de commerçants contrôlés respectant la réglementation commerciale est 29,59% contre une cible de 85%.</div>
	ABS (2)	40 000 000	37 348 000				
	Transfert (3)	60 000 000	30 080 000				
	Total dépenses ordinaires	185 865 000	67 428 000		36,3%		
	Investissement exécuté par l'Etat (5)						
	Transfert en capital (6)						
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	0					
	Total P3 (8) = (4) + (7)	185 865 000	67 428 000		36,3%		
Programme 4 Appui au secteur privé	Personnel (1)	268 676 000				<div>- Remise des chèques de subvention pour l'accroissement de la qualité et de compétitivité à 16 promoteurs des filières ananas, aviculture et karité ;</div> <div>- Construction de 126 unités de transformation de nos matières premières au profit de braves populations dans 21 communes avec plus de 25 mille bénéficiaires dont au moins 8 mille femmes ;</div> <div>- Appui au développement des acteurs du secteur privé pour la facilitation de la mise en marché des produits agricoles.</div>	
	ABS (2)	156 000 000	154 799 000				0,0%
	Transfert (3)	666 000 000	554 641 000				99,2%
	Total dépenses ordinaires (4) = (1) + (2) + (3)	1 090 676 000	709 440 000				83,3%
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	500 000 000	188 000 000				65,0%
	Transfert en capital (6)						37,6%
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	500 000 000	188 000 000				
	Total P4 (8) = (4) + (7)	1 590 676 000	897 440 000				37,6%
RECAPITULATIF	Personnel (1)	727 960 000	960 447 869			131,9%	
	ABS (2)	1 096 248 000	938 880 000			85,6%	
	Transfert (3)	1 005 000 000	688 351 000			68,5%	
	Total dépenses ordinaires	2 829 208 000	2 587 678 869			91,5%	
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	500 000 000	188 000 000			37,6%	
	Transfert en capital (6)	0	0				
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	500 000 000	188 000 000			37,6%	
	Total (8) = (4) + (7)	3 329 208 000	2 775 678 869			83,4%	

Programme 1 Pilotage et soutien aux services	Personnel (1)	85 865 000	0	0,0%	
	ABS (2)	40 000 000	758 912 000	102,8%	
	Transfert (3)	60 000 000	129 280 000	100,2%	
	Total dépenses ordinaires	185 865 000	888 192 000	71,0%	
	Investissement exécuté par l'Etat (5)		216 727 599	72,2%	
	Transfert en capital (6)		0		
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	0	216 727 599		
	Total P1 (8) = (4) + (7)	185 865 000	1 104 919 599	71,2%	
Programme 2 Environnement et Climat	Personnel (1)	190 000 000	10 000 000	5,3%	<ul style="list-style-type: none"> - Finalisation de l'étude sur la modélisation hydrologique du lac Ahémé et ses chenaux - Production de 200.000 tonnes d'engrais et - Construction à 100% de la digue immergée entre l'épi Siéfato et l'épi N°1 dans le cadre de la protection de la côte à l'Est de Cotonou ; - Dragage de 1.775.000 mètres cube de sable marin pour rechargement de certaines cellules de plage ; - Mise en dépôt par dragage et refoulement de 825.408 mètres cube de sable pour constituer la réserve ; - Réalisation à 80% des travaux de construction de la digue d'AVLEKETE.
	ABS (2)	10 613 000 000	252 230 000	2,4%	
	Transfert (3)	2 602 000 000		0,0%	
	Total dépenses ordinaires	13 405 000 000	262 230 000	2,0%	
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	0	2 901 872 740	-	
	Transfert en capital (6)	0			
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	0	2 901 872 740	-	
	Total P2 (8) = (4) + (7)		3 164 102 740	23,6%	
Programme 3 Eau, Forêts et Chasse	Personnel (1)	2 171 000 000	3 542 000 000	163,2%	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement du nombre de rangers déployés sur le parc Pendjari ; - Mise en place d'un système d'alerte et d'assistance aux touristes et de leurs moyens de déplacements dans l'enceinte du parc ; - Renforcement du matériel et des équipements des rangers sur le parc ; - Renforcement des renseignements autour du parc ; - Réfection il faut rappeler que la phase « A » du projet Asphaltage prend en compte 13,94 Km linéaires sur un total de 35,35 km linéaires pour un coût global de 16 milliards 694 millions de francs CFA TTC à Bohicon et 22 Km linéaires de rues d'un montant total de 17 milliards 500 millions de francs CFA à Abomey ; - Entretien manuel du pare feu périmétral sur 186 km par l'ONAB ; - Entretien manuel des pistes forestières sur 658,10km par l'ONAB ; - Réalisation des plantations communales de Bassila et d'Allada sur une superficie de 150 ha chacune ; - Installation de 20ha d'anacardier ; - Sécurisation foncière des plantations communales et installation de 4ha de plantations dans 10 écoles.
	ABS (2)	153 000 000	14 963 000	9,8%	
	Transfert (3)	212 000 000	342 421 000	161,5%	
	Total dépenses ordinaires	2 536 000 000	3 899 384 000	153,8%	
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	7 011 000 000	662 552 336	9,5%	
	Transfert en capital (6)	0			
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	7 011 000 000			
	Total P3 (8) = (4) + (7)	9 547 000 000	3 899 384 000	40,8%	

Programme 4 Villes et Territoires Durables	Personnel (1)	129 000 000			0,0%	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite des travaux de la première phase du projet Asphalage dans les villes de Cotonou, Porto Novo, Parakou, Sème-Podji, Abomey-Calavi, Abomey, Bohicon, Lokossa et Natitingou ; - Poursuite des travaux de la deuxième phase du projet de protection de la côte à l'Est de Cotonou avec rechargement de certaines cellules de plage, par le dragage de près de 2 millions de mètre carré de sable marin ; - Réalisation des études visant la mise en place d'une cité balnéaire à Ouidah et la protection du segment de côte entre Ouidah et Fidjrossé ; - Démarrage de la première phase du projet de modernisation de marchés urbains et régionaux qui concerne la construction de 20 marchés que sont : Tokplégbé, Aïdjèdo, Gbégamey, Mènonlin, Wologuèdè, Cadjèhoun, Midombo, PK3 et Sainte Trinité dans la commune de Cotonou, Guèma à Parakou, Houégbo à Toffo, Gbominan à Glazoué, Azové à Aplahoué, Cocododji dans la commune d'Abomey-Calavi, Pahou à Ouidah, Ahouangbo et Ouando à Porto-Novo, Houndjro à Abomey, et les marchés de Djougou et Natitingou ; - Réalisation des Travaux d'aménagement du site d'accueil (place IDI d'Akpakpa) à Cotonou des pèlerins dans le cadre du Hadj ; - Réalisation des travaux de réhabilitation, d'extension de réseau électrique et de l'éclairage public dans les communes d'Abomey, d'AGBANGNIZOUN, de ZAKPOTA et de DJIDJA - Réalisation des travaux de Réhabilitation de construction de muraille des palais privés des rois GLELE et GUEZO ; - Réalisation des travaux de réhabilitation du conservatoire de vodoun ; - Conception et réalisation en cours d'une station de traitement des boues de vidange à Parakou ; - Conception et réalisation en cours des travaux d'urgence pour l'adaptation de la station de traitement des eaux usées de Takon en station de traitement des boues de vidange.
	ABS (2)	19 000 000	13 500 000		71,1%	
	Transfert (3)	564 000 000	563 783 000		100,0%	
	Total dépenses ordinaires (4) = (1) + (2) + (3)	712 000 000	577 283 000		81,1%	
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	27 233 000 000	8 116 973 727		29,8%	
	Transfert en capital (6)	0				
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	27 233 000 000	8 116 973 727		29,8%	
	Total P4 (8) = (4) + (7)	27 945 000 000	8 694 256 727		31,1%	

Programme 5 Habitat	Personnel (1)	113 000 000			0,0%	<ul style="list-style-type: none"> - Assainissement du site libéré d'Akpakpa-Dodomè et achèvement des travaux de construction de la digue de Donaten ; - Poursuite de la vulgarisation dans les communes du Bénin de la loi sur le bail à usage d'habitation domestique et de ses décrets d'application ; - Modernisation de la gestion des déchets solides ménagers dans le grand Nokoué des 05 grandes villes (Quidah, Abomey-Calavi, Cotonou, Sèmè-Podji et Porto-Novo) du grand Nokoué. Cette action vise à résoudre durablement le problème de salubrité urbaine afin de réduire l'impact néfaste sur l'environnement, d'améliorer les conditions de santé publique et le bien-être des populations ; - Réalisation à 85% des travaux de viabilisation primaires des sites devant abriter les logements de OUEDO ; - Réalisation à 70% des travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cour Suprême.
	ABS (2)	21 000 000	16 056 000		76,5%	
	Transfert (3)	30 000 000	30 150 000		100,5%	
	Total dépenses ordinaires (4) = (1) + (2) + (3)	164 000 000	46 206 000		28,2%	
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	15 605 000 000	22 813 118 090		146,2%	
	Transfert en capital (6)	0				
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	15 605 000 000	22 813 118 090		146,2%	
	Total P5 (8) = (4) + (7)	15 769 000 000	22 859 324 090		145,0%	
RECAPITULATIF	PPersonnel (1)	2 987 000 000	3 552 000 000		118,9%	
	ABS (2)	11 544 000 000	1 055 661 000		9,1%	
	Transfert (3)	3 537 000 000	1 065 634 000		30,1%	
	Total dépenses ordinaires	18 068 000 000	5 673 295 000		31,4%	
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	50 149 000 000	34 711 244 492		69,2%	
	Transfert en capital (6)	0	0			
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	50 149 000 000	34 711 244 492		69,2%	
	Total (8) = (4) + (7)	68 217 000 000	40 384 539 492		59,2%	

Programme 1 Pilotage et soutien aux services	Personnel (1)	452 447 000	452 447 000	100,00	<ul style="list-style-type: none"> - Préqualification des entreprises pour la construction de centrales solaires photovoltaïques d'une capacité totale de 50 MW à Bohicon, Djougou, Parakou et Natitingou - La proportion d'outils de programmation et de suivi-évaluation élaborés dans les délais (%) est de 100 sur une même cible contre 80 en 2018 ; - Le taux d'exécution physique du PIP est de 64,40% sur une cible de 95,71 % contre 82,38% en 2018.
	ABS (2)	464 778 000	459 550 096	98,88	
	Transfert (3)	288 800 000	150 229 860	52,02	
	Total dépenses ordinaires	1 206 025 000	1 062 226 956	88,08	
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	-			
	Transfert en capital (6)	-	-		
	Total dépense en capital	-	1 062 226	-	
	Total P1 (8) = (4) + (7)	1 206 025 000	956	88,08	
Programme 2 Energie	PePersonnel (1)	198 519 000	198 520 000	100,00	<ul style="list-style-type: none"> - Paiement des frais de location et l'approvisionnement en combustibles des groupes AGGREKO ; - Achèvement des travaux pour la construction d'une centrale de 127 MW de Maria Giéta 2et sa mise en service le 29 août 2019 ; - Démarrage travaux de construction en BOOT, d'une deuxième centrale thermique bicom bustible de 120 MW et une troisième centrale thermique de 25 MW par le promoteur GENESIS ; - Réhabilitation des centrales thermiques de la SBEE pour une capacité de 30 MW ; - Démarrage des travaux de réhabilitation de la centrale hydroélectrique de Nangbéto (65 MW sur le fleuve Mono) ; - Signature avec le Groupe Total d'un accord cadre pour la construction d'une unité flottante de stockage et de regazéification (UFSR) et d'un contrat de fourniture de gaz, pour garantir l'approvisionnement en gaz des centrales thermiques.
	ABS (2)	2 000 000	1 500 000	75,00	
	Transfert (3)	-	-	-	
	Total dépenses ordinaires	200 519 000	200 020 000	99,75	
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	46 581 988 000			
	Transfert en capital (6)	3 500 000 000			
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	50 081 988 000	56 184 365 897	112,18	
	Total P2 (8) = (4) + (7)	50 282 507 000	56 384 385 897	112,14	
RECAPITULATIF	Personnel (1)	650 966 000	650 967 000	100,00	
	ABS (2)	466 778 000	461 050 096	98,77	
	Transfert (3)	288 800 000	150 229 860	52,02	
	Total dépenses ordinaires	1 406 544 000	1 262 246 956	89,74	
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	46 581 988 000		-	
	Transfert en capital (6)	3 500 000 000		-	
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	50 081 988 000	56 384 385 897	112,58	
	Total (8) = (4) + (7)	51 488 532 000	57 446 612 853	89,63	

Ministère des Infrastructures et des Transports (MIT)

Programme 1 Pilotage et soutien aux services	Personnel (1)	-	-	-	-	- Production de vingt (20) rapports de missions d'enquêtes, de vérification et de contrôle.	Le taux d'exécution physique du PTA du MIT est de 57,3% pour une cible de 70%.
	ABS (2)	-	-	-	-		
	Transfert (3)	-	-	-	-		
	Total dépenses ordinaires	2 157 161 000	1 410 997 000	65,41%			
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	-	-	-			
	Transfert en capital (6)	-	-	-			
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	0	0	0			
Programme 2 Entretien et Construction de Routes et Infrastructures de Transport Rural	Total P1 (8) = (4) + (7)	2 157 161 000	1 410 997 000	65,41%		<ul style="list-style-type: none"> - Travaux courant d'entretien mécanisés de 759,195 Km de route dont 673,195 km de route revêtue et 86 km de route en terre ; - Travaux d'urgence d'entretien des routes revêtues d'un linéaire total de 539,545 Km au titre de 2018 et 2019 ; - Classement de 4897,03 km de pistes et 1192,44 km de routes 	<ul style="list-style-type: none"> - L'indice d'état du réseau routier est de 58% pour une cible de 60% ; - La proportion de pistes rurales aménagées ou couramment entretenues est de 40,3%.
	Personnel (1)	-	-	-			
	ABS (2)	-	-	-			
	Transfert (3)	-	-	-			
	Total dépenses ordinaires	1 010 115 000	740 010 000	73,26%			
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	-	-	-			
	Transfert en capital (6)	-	-	-			
Programme 3 Transport Terrestre et Sécurité Routière	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	39 480 590 000	39 773 886 000	100,74%		<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement et bitumage de la route Natitingou - Boukoubé – Korontière sur un linéaire de 60 km ; - Aménagement et le bitumage de la traversée urbaine de Parakou et contournement (16,8 Km) ; - Aménagement et le bitumage de la RNIE 7 : Kandi-Sagbana-frontière Nigéria (121 Km) ; - Aménagement et le bitumage des routes Dogbo – Toviklin - Klouékanmè (22km), Dogbo-Lalo – Klouékanmè (29 km) et Klouékanmè - Adjahonmè (8,8 km) ; - Réalisation des travaux de franchissement du bas-fond de Womey (324 m) ; - Construction d'un pont sur le fleuve AFFON au PK 37 sur l'axe DJOUGOU-PEHUNCO ; etc. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le taux de diminution des accidents de circulation routière est de 12,09% pour une cible de moins de 6,98% ; - Le taux de gravité des accidents de circulation dans la ville de Cotonou est de 2 065 pour une cible de moins de 2 185.
	Personnel (1)	-	-	-			
	ABS (2)	-	-	-			
	Transfert (3)	-	-	-			
	Total dépenses ordinaires	145 783 000	28 113 000	19,28%			
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	-	-	-			
	Transfert en capital (6)	-	-	-			
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	0	0	0			
	Total P3 (8) = (4) + (7)	145 783 000	28 113 000	19,28%			

Programme 4 Transport Maritime	Personnel (1)	-	-	-	-	Le taux d'accroissement annuel du trafic marchandise est de 97% sur une cible de 152%.
	ABS (2)	-	-	-	-	
	Transfert (3)	-	-	-	-	
	Total dépenses ordinaires (4) = (1) + (2) + (3)	92 616 000	17 309 000	18,69%		
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	-	-	-	-	
	Transfert en capital (6)	-	-	-	-	
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	0	0	0	0	
	Total P4 (8) = (4) + (7)	92 616 000	17 309 000	18,69%		
Programme 5 Transport Aérien	PPersonnel (1)					- Poursuite des dédommagements des sinistrés dans le cadre du projet de construction de l'aéroport de Glo Djigbé. - Le taux d'accroissement annuel du trafic passager est de 99% sur une cible de 103% ; - Le taux d'accroissement du trafic fret est de 96% sur une cible de 105% ; - L'indice de fiabilité des prévisions des données météorologiques est de 49 sur un objectif de 50.
	ABS (2)					
	Transfert (3)					
	Total dépenses ordinaires (4) = (1) + (2) + (3)	126 209 000	74 967 000	59,40%		
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	-	-	-	-	
	Transfert en capital (6)	-	-	-	-	
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	20 219 019 000	499 997 000	2,47%		
	Total P4 (8) = (4) + (7)	20 345 228 000	574 964 000	2,83%		
RECAPITULATIF	Personnel (1)	-	-	-	-	
	ABS (2)	-	-	-	-	
	Transfert (3)	-	-	-	-	
	Total dépenses ordinaires	2 157 161 000	2 271 396 000	64%		
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	-	-	-	-	
	Transfert en capital (6)	-	-	-	-	
	Total dépense en capital	59 699 609 000	40 273 883 000	67,46%		
	Total (8) = (4) + (7)	63 231 493 000	42 545 279 000	67,28%		

Ministère du Plan et du Développement (MPD)

Programme 1 Pilotage et soutien aux services	Personnel (1)	430 396 000	-	-	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place du Projet SWEDD (recrutement de l'UGP, élaboration du manuel de procédure, formation de 50 experts en Dividende Démographique en vue de l'animation du projet et installation du Comité de Pilotage) ; - Assistance conseil des Directions Départementales du Plan et du Développement aux communes ; - Adoption des dispositions du décret n° 2019-193 du 17 juillet 2019 fixant le cadre général de gestion des projets d'investissements publics et le démarrage de sa vulgarisation ; - Remboursement de six (06) millions de dollars US au Gouvernement au titre des décaissements basés sur les résultats (PAGIPG) ; - Formation et accréditations des acteurs de la commande publique : 162 accrédités en passation des marchés ; 56 en contrôle des marchés et 23 en régulation des marchés (PAGIPG). 	<ul style="list-style-type: none"> - Le taux de mise en œuvre des recommandations issues des missions de contrôle est de 75% pour une cible de 85% ; - Le taux d'exécution physique de la tranche annuelle du DPPD du ministère est de 73,44% pour 90% attendu ; - Le nombre de procédures automatisées est 02 pour la même cible.
	ABS (2)	2 385 402 000	1 182 000 000	49,55%		
	Transfert (3)	724 098 000	327 387 000	45,21%		
	Total dépenses ordinaires	3 539 896 000	1 509 387 000	42,64%		
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	0	0	0		
	Transfert en capital (6)	0	0	0		
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	0	0	0		
	Total P1 (8) = (4) + (7)	3 539 896 000	1 509 387 000	42,64%		
Programme 2 Orientation du Développement	Personnel (1)	196 485 000	-	-	<ul style="list-style-type: none"> - Conduite des travaux de spatialisation des cibles prioritaires ODD au Bénin ; - Achèvement des travaux de construction de quatre (04) retenues d'eau dans les communes de Savalou (Aouliankamé et Damé) et de Ouaké (Kadoulasi et Kpakpalaré) ; - Réalisation des ouvrages de mobilisation d'eau (forages) et des aménagements hydroagricoles dans la commune d'Avrankou (Kotan) ; - Promotion de l'économie locale dans la commune de BONOU (achèvement et mise en exploitation du Centre de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (CGIRE) ; - Mise en exploitation du centre multimédia de Gboa ; - Création d'un centre de promotion des services para agricoles à valeur ajoutée et aménagement de 10ha sur 100 du périmètre agricole d'Avrankamé) ; - Réalisation de 02 panneaux géants indicatifs au bord de la RNIE Cotonou-Bohicon ; - Renforcement de la délimitation de quatre (04) façades du Périmètre de Glo-Djigbé par la pose de neuf cent dix-sept (917) balises complémentaires. - Mobilisation de 841,4 milliards de FCFA pour le financement du PAG ; - Réévaluation de 36,4% du PIB national pour 2015 suite au rebasage des comptes nationaux ; - Subvention de 2,4 milliards FCFA accordée à seize (16) promoteurs agricoles (PARASEP). 	<ul style="list-style-type: none"> - L'indice d'état du réseau routier est de 58% pour une cible de 60% ; - La proportion de pistes rurales aménagées ou couramment entretenues est de 40,3%.
	ABS (2)	45 000 000	33 750 000	75%		
	Transfert (3)	1 735 000 000	1 233 125 000	71,07%		
	Total dépenses ordinaires	1 976 485 000	1 266 875 000	64,10%		
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	1 210 000 000	-	-		
	Transfert en capital (6)	100 000 000	-	-		
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	1 310 000 000	1 637 000 000	124,96%		
	Total P2 (8) = (4) + (7)	3 286 485 000	2 903 875 000	88,36%		
Programme 3 Financement du Développement et Suivi-évaluation	Personnel (1)	217 242 000	-	-	<ul style="list-style-type: none"> - Le nombre de promoteurs privés appuyés par les services du MPD est de 16 sur un objectif de 18 ; - La proportion de projets respectant les critères de sélection au PIP est de 100% ; - Le montant des ressources mobilisées pour le financement des projets et programmes de développement (en milliards de FCFA) est de 781,5 contre 718,5. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le nombre de promoteurs privés appuyés par les services du MPD est de 16 sur un objectif de 18 ; - La proportion de projets respectant les critères de sélection au PIP est de 100% ; - Le montant des ressources mobilisées pour le financement des projets et programmes de développement (en milliards de FCFA) est de 781,5 contre 718,5.
	ABS (2)	58 000 000	43 500 000	75%		
	Transfert (3)	291 000 000	181 746 000	62,46%		
	Total dépenses ordinaires	566 242 000	225 246 000	39,78%		
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	6 825 000 000	-	-		
	Transfert en capital (6)	0	-	-		
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	6 825 000 000	9 947 000 000	145,74%		
	Total P3 (8) = (4) + (7)	7 391 242 000	10 172 246 000	137,63%		

RECAPITULATIF	Personnel (1)	844 123 000	-	-	-
	ABS (2)	2 488 402 000	1 259 250 000	50,60%	
	Transfert (3)	2 750 098 000	1 742 257 000	63,35%	
	Total dépenses ordinaires	6 082 623 000	3 001 507 000	49,35%	
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	8 035 000 000	-	-	
	Transfert en capital (6)	100 000 000	-	-	
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	8 135 000 000	11 584 000 000	142,40%	
	Total (8) = (4) + (7)	14 217 623 000	14 585 507 000	102,59%	

Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance (MASM)

Programme 1 Pilotage et soutien aux services	Personnel (1)	903 891 000	335 521 887	37,12%	
	ABS (2)	848000000	541 966 000	63,91%	
	Transfert (3)	662 000 000	362 834 000	54,81%	
	Total dépenses ordinaires	2 413 891 000	1 240 321 887	51,38	
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	-	-	-	
	Transfert en capital (6)	-	-	-	
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	0	0	0	
	Total P1 (8) = (4) + (7)	2 413 891 000	1 240 321 887	51,38	64%
Programme 2 Promotion socio-économique des couches vulnérables	Personnel (1)	301 154 000	279 396 275	92,78	-Subvention directes aux personnes vulnérables - Assurance aux handicapés etc...
	ABS (2)	57 000 000	24 500 000	42,98	
	Transfert (3)	2 065 000 000	1 182 737 000	57,28	
	Total dépenses ordinaires	2 423 154 000	1 486 633 275	61,35	
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	300 000 000	87 639 279	29,21	
	Transfert en capital (6)				
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	300 000 000	87 639 279	29,21	
	Total P2 (8) = (4) + (7)	2 723 154 000	1 574 272 554	57,81	

Programme 3 Développement de l'industrie de la microfinance	Personnel (1)	98 087 000	253 721 138	258,67%	Octroi de microcrédits aux plus pauvres
	ABS (2)	32 881 000	12 000 000	36,50%	
	Transfert (3)	905 000 000	619 272 000	68,43%	
	Total dépenses ordinaires	1 035 968 000	884 993 138	85,43%	
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	-	-	-	
	Transfert en capital (6)	-	-	-	
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	0	0	0	
	Total P3 (8) = (4) + (7)	1 035 968 000	884 993 138	85,43	
RECAPITULATIF	Personnel (1)	1 303 132 000	63 427 407	4,87	
	ABS (2)	937 881 000	759 808 298	81,01	
	Transfert (3)	3 632 000 000	2 609 127 666	71,84	
	Total dépenses ordinaires	5 873 013 000	3 432 363 371	58,44	
	Investissement exécuté par l'Etat (5)				
	Transfert en capital (6)				
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	300 000 000	267 224 208	89,07	
	Total (8) = (4) + (7)	6 173 013 000	3 699 587 579	59,93	
RECAPITULATIF					

RECAPITULATIF

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)

Programme 1 Pilotage et soutien aux services	Personnel (1)									<ul style="list-style-type: none"> - Bancarisation des indemnités d'heures supplémentaires (virement automatique sur le compte des bénéficiaires) ; - Validation le 30 août 2019 du rapport d'évaluation d'Okapi dans le cadre de la refonte de la plateforme d'inscription dans les UNB pour une mise en réseau des UNB en vue de gain de temps et d'efficacité ; - Validation en commission du projet d'Arrêté qui encadre les écoles doctorales, (il existe à ce jour, 13 écoles doctorales et 66 formations doctorales) ; - Recrutement de 200 assistants au titre de 2018 pour renforcer le personnel enseignant et le recrutement en cours de 100 nouveaux assistants au titre de 2019 au profit des UNB ; - Création des Instituts Universitaires d'Enseignement Professionnels (IUEP) décret N°2017-131 du 27 février 2017). La formation, orientée vers des corps de métier, est plus pratique que théorique et dure 2 années académiques à l'issue desquelles est décerné un diplôme, le diplôme universitaire de technologie (DUT-Métier).
	ABS (2)									
	Transfert (3)									
	Total dépenses ordinaires									
	Investissement exécuté par l'Etat (5)									
	Transfert en capital (6)									
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)									
	Total P1 (8) = (4) + (7)			6 389 504 000		3 220 948 966			50,41%	
Programme 2 Enseignement Supérieur	Personnel (1)									<ul style="list-style-type: none"> - Construction d'un laboratoire pluridisciplinaire de type R+1 à l'Université de Parakou ; - Construction d'un décanat au profit de la FDSP de l'Université de Parakou ; - Réfection des résidences E et F de la Banque Islamique de Développement (BID) ; - Développement (BID) ; - Construction du bâtiment CERAFA à l'Université d'Abomey Calavi ; - Poursuite des travaux de construction du niveau 1 et 2 de la DEC/MESRS à Porto Novo ; - Démarrage des travaux de construction de l'Ecole Normale Supérieure de l'Enseignement Technique de Lokossa ; - Poursuite de l'organisation des examens nationaux de licence et de master pour les EPES. - Inscription de 1572 étudiants nationaux et régionaux dans de nouveaux programmes spécialisés à courte durée et programmes de master et de doctorat (mesure des capacités renforcées) ; - Inscription de 628 étudiants régionaux dans de nouveaux cours spécialisés de courte durée, et nombre d'étudiants en master et des programmes de doctorat (volet régional). Les nationalités concernées sont : Algérie, Burundi, Cameroun, Tchad, Congo, Congo Brazza, Burkina Faso, Côte D'Ivoire, Ghana, Guinée, Madagascar, Mali, Niger, Nigéria, Rwanda, Sénégal, Togo et Uganda ;
	ABS (2)									
	Transfert (3)									
	Total dépenses ordinaires									
	Investissement exécuté par l'Etat (5)									
	Transfert en capital (6)									
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)									
	Total P2 (8) = (4) + (7)			36 813 562 000		27 319 344 360			74,21%	

- Accréditation de 02 programmes d'enseignement à l'échelle internationale (qualité de la formation) : accréditation du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Hcéres) donnée à la formation en Mathématique fondamentales et Applications et celle en Technologie de l'information et de la Communication ;
- Mise en stage de 270 étudiants et de professeurs pour une durée d'au moins un mois dans une entreprise ou un établissement d'enseignement supérieur les institutions pertinentes dans leur domaine ;
- Renforcement des capacités de 165 enseignants de mathématiques du secondaire ;
- Renforcements des capacités de 590 cadres techniques au Bénin et à l'étranger au travers des formations continues et écoles scientifiques ;
- Mise en place d'un centre de calcul scientifique (5) haute performance de référence utilisable par toutes les universités du Bénin à des fins de formation et de recherche et exploitable par des entreprises dans le domaine du numérique ou de l'ingénierie ;
- Mise en place d'une bibliothèque de référence en sciences mathématiques et informatiques de plus de 1000 livres et des abonnements en ligne ;
- Accueil d'au moins 70 missions d'enseignement et d'encadrement par an sur le centre - Mise en place d'une Agence pour la Qualité et l'Evaluation (AQE) et la Cité Internationale de l'Innovation et du Savoir (Sèmè City). (6)

(5) C'est un complexe de 30 serveurs dont la puissance de calcul est de 800 à 1000 cœurs avec capacité de stockage indépendant de 250 Térabytes, soit une capacité de 250.000 Gigabytes.

(6) Voir la note de bas de page (page suivante)

Programme 3 Recherche Scientifique et innovation technologique	Personnel (1)								La part du budget du MESRS allouée à la recherche est de 2,071% sur une cible de 15%.
	ABS (2)								
	Transfert (3)								
	Total dépenses ordinaires								
	Investissement exécuté par l'Etat (5)								
	Transfert en capital (6)								
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)								
	Total P3 (8) = (4) + (7)		1 263 065 000		906 628 057		71,78%		
<ul style="list-style-type: none">- Organisation de la 2ème édition de la « foire made in Bénin » pour la promotion des innovations, des savoirs et savoir-faire endogènes du 23 au 28 août 2019 à Ouidah ;- Soutien à la certification du phyto-médicament « zéro hé-morroïde » ;- Valorisation de la biomasse traditionnelle : développement et vulgarisation des « foyers sans soucis » ;- Appui à l'organisation des 1ères journées scientifiques du réseau sous régional de recherche en énergies renouvelables (RESER/Espace UEMOA) ;- Appui à l'organisation de la 1ère édition des journées de la Coopération Interuniversitaire et de l'Innovation Technologique (JCIT) ;- Poursuite de l'élaboration des textes de réforme du système national de la recherche (création en cours de l'Agence Béninoise de la Recherche et de l'Innovation ABRI) ;- Organisation à Ouidah de la foire made in Bénin pour la valorisation des résultats de recherche et de l'innovation au Bénin en août 2019.- Financement en cours de quatre (04) projets (valorisation d'une technologie standardisée de production de la farine gowé prête à cuire ; valorisation d'un procédé de fabrication de Lanhouin en poudre ou en cube ; valorisation et promotion de parasel Bio Epices Tradition et valorisation et développement des feux tricolores mobiles « ALIVO » ; etc.)									

(6) Principaux résultats obtenus de la mise en œuvre de Sèmè City :

- 78 étudiants inscrits pour la rentrée 2019 dans des programmes de licence Epitech et Africa Design School dont 16 boursiers béninois
- 65 chercheurs inscrits dans les programmes de XtechLab
- 246 entrepreneurs accompagnés à travers les programmes de renforcement de capacités, d'incubation et d'accélération de Incub'IMA ;
- 80 entrepreneurs financés à travers les différents programmes (Challenge Fund I&II, Concours Ville Durables, Tony Elumelu Fondation) ;
- Plus de 1000 participants aux sessions et ateliers de networking, information, formation et échanges organisés par l'ADSC pour les entrepreneurs ;
- Plus de 500 participants aux sessions de découverte et ateliers d'initiation organisés par Epitech (Coding Club, hackathons, Epitech Challenge, etc.) ;
- Plus de 400 participants aux sessions de découverte et ateliers d'initiation organisés par Africa Design School (Design Thinking, Interfaces Graphiques, Objets Connectés, WomenTech Makers, UX Design, etc.) ;
- Environ 852 participants aux ateliers d'orientation, de sensibilisation et d'initiation pour les plus jeunes (évolution des métiers, camp robotique...) ;
- 60 lycéennes initiées aux formations et aux métiers STIM (« She's Great »).

Programme 4 Vie de l'Etudiant	Personnel (1)							
	ABS (2)							
	Transfert (3)							
	Total dépenses ordinaires (4) = (1) +(2) + (3)							
	Investissement exécuté par l'Etat (5)							
	Transfert en capital (6)							
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)							
	Total P4 (8) = (4) + (7)	16 508 623 000	12 241 143 955	74,15%				
RECAPITULATIF	Personnel (1)	26 527 010 000	23 057 055 685	86,92%				
	ABS (2)	1 102 708 000	672 888 341	61,02%				
	Transfert (3)	24 630 292 000	18 210 450 609	73,94%				
	Total dépenses ordinaires	52 725 010 000	41 983 434 435	79,63%				
	Investissement exécuté par l'Etat (5)							
	Transfert en capital (6)							
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	8 249 744 000	4 913 008 051	59,55%				
	Total (8) = (4) + (7)	60 974 754 000	46 896 442 486	76,91%				

Programme 1 Pilotage et soutien aux services	Personnel (1)	19 436 900 000				<ul style="list-style-type: none"> - Transfert de 3 060 000 000 de FCFA aux DDS et aux Communes dans le cadre de la décentralisation et de la déconcentration ; - 79 personnes ont été évacuées et 491 patients ont été dialysés ; - Mise en place du Fonds Sanitaire des Indigents dans les formations sanitaires ; - Amélioration de la gestion opérationnelle des ressources humaines : le cadre organique 2018-2020 a été élaboré en 2019 ; - Renforcement du système d'information des RHS par l'implémentation du logiciel IHRIS dans quatre (04) départements pilotes ; - Mise en œuvre du Plan de Décentralisation et de Déconcentration du Ministère (Plan 2D) ; - Mise en place d'un système de gestion des plaintes et des relations avec les usagers.
	ABS (2)	6 105 100 000	4 462 676 000			
	Transfert (3)	6 344 300 000	4 132 967 000			
	Total dépenses ordinaires					
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	2 060 000 000				
	Transfert en capital (6)					
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	2 060 000 000				
	Total P1 (8) = (4) + (7)	34 563 000 000	31 772 000 000		91,92	
Programme 2 Prévention et sécurité sanitaire	Personnel (1)	2 161 400 000				<ul style="list-style-type: none"> - Fermeture des formations sanitaires privées non agréées ; - Délivrance d'autorisation d'exploitation pour 757 professionnels de santé et 3305 autorisations d'exercice en clientèle privée ; - Acquisition des réactifs et consommables pour le suivi biologique des PVVIH et l'achat des Anti Retro Viraux (ARV) pour la prise en charge des PVVIH dont les femmes enceintes ; - Mise sous traitement de 1 616 femmes sous traitement ARVau premier semestre de l'année ; - Pulvérisation intra domiciliaire dans les zones ciblées des 12 départements ; - Acquisition de 500 000 MILLD pour appuyer la campagne nationale de distribution de MILLD en 2020 ; - Acquisition de 18750 TDR et de médicaments et des Intrans de Lutte contre le Paludisme (108000 plaquettes de 6 de CTA, d'Artesunate injectable 50 mg, 16500 ampoules, 45000 plaquettes de sulfadoxinepyriméthamine de 500/25mg) ; - Prise en charge gratuite du paludisme chez les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans ; - Acquisition des médicaments antituberculeux de 1ère ligne pour la prise en charge des malades tuberculeux pour un montant de 82 502 152 ; - Achat de vivres aux malades tuberculeux (TB/VIH, TB-MR et dénutris) au cours de leur traitement en complément à la contribution de l'Etat pour un montant de 91 359 465 ; - Réalisation de 35189 césariennes dans 52 hôpitaux agréés.
	ABS (2)	1 082 400 000	304 334 000			
	Transfert (3)	6 275 000 000	7 019 277 000			
	Total dépenses ordinaires					
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	5 408 000 000				
	Transfert en capital (6)	0				
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	5 408 000 000				
	Total P2 (8) = (4) + (7)	14 261 000 000	13 538 000 000		94,93	

Programme 3 Offre et accès aux services	Personnel (1)	679 000 000				<ul style="list-style-type: none"> - Démarrage effectif de la phase pilote du volet Assurance maladie du Projet (ARCH) dans la zone sanitaire Abomey-Calavi/So-Ava ; - Acquisition d'équipements de radiodiagnostic et d'échographie au profit des formations sanitaires ; - Acquisition des équipements de laboratoire, bloc opératoire, anesthésie réanimation et maternité au profit des formations sanitaires ; - Acquisition des équipements et matériels médico-techniques au profit du bloc opératoire du CHU-MEL de Cotonou ; - Acquisition de 8 ambulances médicalisées modernes au profit des zones sanitaires ; - Poursuite des travaux de Construction et d'Equipement de l'Hôpital de Zone de Tchaoourou et de six (06) centres de santé dans les arrondissements de Tchatchou, Goro, Alafiou, Sanson, Bèterou et Kika ; - Construction de l'unité de dialyse du CHUD Ouémé/Plateau ; - Poursuite de la construction des Hôpitaux de Zone de Savè ; - Achèvement des travaux de construction du Service d'Hématologie Immunologie et des Maladies du Sang (SHIMAS) au CNHU HKM et au CS Banigbé ; - Achèvement des travaux de réhabilitation et d'extension du bureau de la DRFMT ; - Achèvement et mise en service prochaine des unités de dialyse d'Abomey et de Porto-Novo ; - Construction de trois (03) nouvelles antennes départementales de l'Agence de la transfusion sanguine (Porto-Novo, Abomey et Parakou) ; - Finalisation des études de faisabilité du projet de construction du Centre Hospitalier de Référence dans la commune d'Abomey-Calavi ; - Inventaire des équipements dans les formations sanitaires ; - Mise en place d'une base de données de la nomenclature des équipements biomédicaux ; - Conception et mise en place effective des outils de suivi-évaluation des charges de travail des praticiens hospitaliers conformément à l'article 13 de l'arrêté interministériel n°098 du 24 juillet 2019 ; - Prise en charge gratuite de 330 patients pour diverses pathologies chirurgicales dans les HZ de Natitingou, CHD Donga, HZ de Kandi, HZ de Dassa, HZ de Klouékannè et le Centre de Santé de Kétou.
	ABS (2)	422 000 000	75 150 000			
	Transfert (3)	8 263 100 000	7 965 074 000			
	Total dépenses ordinaires					
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	5 372 000 000				
	Transfert en capital (6)					
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	5 372 000 000				
	Total P3 (8) = (4) + (7)	14 125 000 000	12 492 000 000	88, 44		

RECAPITULATIF		Personnel (1)	22 277 300 000			
ABS (2)			7 609 600 000			
Transfert (3)			17 882 000 000			
Total dépenses ordinaires						
Investissement exécuté par l'Etat (5)			12 828 000 000			
Transfert en capital (6)						
Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)			12 828 000 000			
Total (8) = (4) + (7)			63 609 000 000	57 802 000 000	90,87	

Ministère des Sports (M. Sports)

Programme 1 Pilotage et soutien aux services	Personnel (1)	582 093 000	387 258 419	67%	<ul style="list-style-type: none"> - Le taux de renseignement des indicateurs d'effet est de 40% pour une cible de 90% ; - Le taux de satisfaction des structures de l'exécution de leur plan de travail annuel est de 47,22% contre 60% attendu.
	ABS (2)	953 405 000	663 256 000	70%	
	Transfert (3)	842 000 000	531 235 000	63%	
	Total dépenses ordinaires	2 377 498 000	1 581 749 419	67%	
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	0			
	Transfert en capital (6)	0			
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	0			
	Total P1 (8) = (4) + (7)	2 377 498 000	1 581 749 419	66,53%	

Programme 2 Sports	Personnel (1)	460 003 000	826 720 060	180%	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des subventions accordées à l'ensemble des fédérations, soit 653 millions de francs CFA pour l'ensemble des fédérations en 2019 - Les rangs du Bénin dans les disciplines sportives (football, basketball, Handball, Athlétisme) sont : <ul style="list-style-type: none"> Football : 84^e, niveau mondial (FIFA-COCA COLA) Football : 17^e, niveau africain Basketball : 148^e, niveau mondial (FIBA) Basketball : 133^e, niveau africain - Le taux de couverture nationale en stade communal est de 83% contre une cible 70%
	ABS (2)	320 975 000	308 393 000	96%	
	Transfert (3)	3 628 605 000	5 797 311 000	160%	
	Total dépenses ordinaires	4 409 583 000	6 932 424 060	157%	
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	-			
	Transfert en capital (6)	-			
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	10 805 227 000	7 156 490 000		
	Total P2 (8) = (4) + (7)	15 214 810 000	14 088 914 060	92,6	
Programme 3 Jeunesse et loisirs	Personnel (1)	63 488 000			
	ABS (2)	18 000 000	985 650 000		
	Transfert (3)	380 000 000	6 414 011 000		
	Total dépenses ordinaires	461 488 000			
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	0			
	Transfert en capital (6)	0			
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	0			
	Total P3 (8) = (4) + (7)	461 488 000		24,99	
RECAPITULATIF	Personnel (1)	1 105 584 000			
	ABS (2)	1 292 380 000			
	Transfert (3)	4 850 605 000			
	Total dépenses ordinaires	7 248 569 000			
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	-	-	-	
	Transfert en capital (6)	-	-		
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	10 805 227 000	-		
	Total (8) = (4) + (7)	18 053 796 000			

Ministère du Travail et de la Fonction Publique (MTFP)

Programme 1 Pilotage et soutien aux services	Personnel (1)	863 677 000	752 805 438	87,2%	<ul style="list-style-type: none"> - Audit de la gestion administrative et des ressources humaines dans (04) quatre hôpitaux de zone des départements du Zou, du Mono et du Couffo (Djidja, Covè, Lokossa et Aplahoué) ; - 42/75 visites dans les entreprises pour vérifier les conditions de travail par rapport au code du travail dans le département du Zou ; - Sensibilisation des agents sur le thème « comment préparer sa retraite », dans les départements du Borgou Alibori, Mono-Couffo, Ouémé-Plateau ; - Organisation des conférences débats sur le VIH/SIDA et les hépatites en milieu de travail a permis de réduire les discriminations subies par les personnes soupçonnées dans les Collines - Elaboration des documents budgétaires DPPD, PAP, et les outils de gestion (PTA, PCC et PPMP gestion 2020). 	<ul style="list-style-type: none"> - Le taux d'exécution physique du PTA est de 73,89%.
	ABS (2)	1 321 908 000	1 521 794 767	115,1%		
	Transfert (3)	946 000 000	713 011 195	75,4%		
	Total dépenses ordinaires (4) = (1) + (2) + (3)	3 131 585 000	2 987 611 400	95,4%		
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	637 000 000	178 000 000	27,9%		
	Transfert en capital (6)	-	-			
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	637 000 000	178 000 000	27,9%		
Programme 2 Travail et sécurité sociale	Total P1 (8) = (4) + (7)	3 768 585 000	3 165 611 400	84,0%	<ul style="list-style-type: none"> - Formation de 500 jeunes filles pour l'insertion dans les métiers traditionnellement masculins grâce à l'appui financier du FODEFCA ; - Elaboration et transmission dans les délais impartis de l'ensemble des rapports sur l'application des conventions de l'OIT au titre de l'année 2019 ; - Organisation de quatre (04) tournées de supervision des actions de contrôle de l'application de la législation et de la réglementation en matière de travail dans les départements ; - Elaboration du rapport national sur l'inspection du travail ; - Annuaire des statistiques du travail 2018 ; - Signature d'une (1) convention de partenariat pour la mise en œuvre d'un (1) projet de formation professionnelle des jeunes en situation d'handicap dans les départements du Littoral et de l'Atlantique ; - Formation de 137 micro entreprises du secteur de l'artisanat avec l'appui financier du FODEFCA sur 133 prévues. 	
	Personnel (1)	177 138 000	220 071 603	124,2%		
	ABS (2)	75 000 000	58 342 633	77,8%		
	Transfert (3)	1 248 000 000	936 697 544	75,1%		
	Total dépenses ordinaires (4) = (1) + (2) + (3)	1 500 138 000	1 215 111 780	81,0%		
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	-	-			
	Transfert en capital (6)	-	-			
Programme 3 Modernisation de l'Administration publique	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	-	-		<ul style="list-style-type: none"> - Avant-projet de décret portant cadre institutionnel de la veille stratégique au Bénin disponible ; - Projet de texte portant création de la commission unique d'étude des dossiers de formation des agents de l'Etat disponible ; - Finalisation de plusieurs actes (461 actes de retraite ; 231 actes de promotion, 345 contrats de Travail Administratifs ; 55 contrats nommés et 37 projets d'évacuations sanitaires). 	<ul style="list-style-type: none"> - Le pourcentage d'actes de carrière pris dans les délais est de 30%.
	Total P1 (8) = (4) + (7)	1 500 138 000	1 215 111 780	81,0%		
	Personnel (1)	693 315 000	660 675 556	95,3%		
	ABS (2)	238 106 000	101 041 800	42,4%		
	Transfert (3)	992 000 000	138 958 404	14,0%		
	Total dépenses ordinaires (4) = (1) + (2) + (3)	1 923 421 000	900 675 760	46,8%		
	Investissement exécuté par l'Etat (5)	26 000 000	26 000 000	100,0%		
	Transfert en capital (6)	-	165 000 000			
	Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	26 000 000	191 000 000	734,6%		
	Total P1 (8) = (4) + (7)	1 949 421 000	1 091 675 760	56,0%		

RECAPITULATIF					
ABS (2)	1 635 014 000	1 681 179 200	102,8%		
Transfert (3)	3 186 000 000	1 788 667 143	56,1%		
Total dépenses ordinaires (4) = (1) +(2) + (3)	6 555 144 000	5 103 398 940	77,9%		
Investissement exécuté par l'Etat (5)	663 000 000	204 000 000	30,8%		
Transfert en capital (6)	-	165 000 000	-		
Total dépenses en capital (7) = (5) + (6)	663 000 000	369 000 000	55,7%		
Total général (8) = (4) + (7)	7 218 144 000	5 472 398 940	78,00%		

PRESENTATION DES DONNES DU PRESENT RAPPORT DANS UNE VERSION LISIBLE PAR MACHINE

Dans la vision de l'amélioration des points de faiblesse relevés au cours de l'enquête sur le budget ouvert (EBO) de l'année 2019, nous soumettons à votre attention, les statistiques contenues dans le rapport de fin d'année 2019 en version Excel.

Ces tableaux proposés accompagnent le rapport et ne sont que des extraits de tableaux contenus dans le document pour répondre aux exigences de International Budget Partnership (IBP). **VOIR ANNEXE DU RAPPORT SUR LE LIEN SUIVANT :**

https://budgetbenin.bj/publications/?sub_menu_id=1&mymainlink_id=4

CONCLUSION

Au terme de la gestion 2019, les recettes du budget de l'Etat ont été mobilisées pour un montant total de **1 221 632,1 millions de FCFA** sur une prévision annuelle de 1 211 902 millions de FCFA, soit un taux recouvrement de **100,8%**. En glissement annuel, la mobilisation des recettes connaît un accroissement de **67 904,3 millions de FCFA** par rapport aux réalisations de l'année 2018 estimées à **1 153 727,8 millions de FCFA**, soit un **taux de progression de 5,9%**.

S'agissant des dépenses budgétaires, leur niveau de consommation des dépenses budgétaires pour 2019 s'élève **1 220 964,5 millions de FCFA en engagement** et **1 176 873,6 millions de FCFA en ordonnancement**, soit respectivement un taux de 88,9% et 85,7% des prévisions annuelles de 1 373 041 millions de FCFA. L'exécution des dépenses du budget de l'Etat est marquée par : **(i)** l'observance stricte des modalités et instructions d'exécution du budget ; **(ii)** la poursuite de l'arrimage des engagements de dépenses au rythme de recouvrement des recettes, **(iii)** l'encadrement des dépenses de fonctionnement (y compris les dépenses de personnel), **(iv)** le renforcement des crédits d'investissement, notamment dans les secteurs tels que l'Economie Numérique, la santé et la protection sociale, le Cadre de Vie, l'Energie, l'agriculture, l'éducation, etc.

Au titre de l'exécution des Plans de Travail Annuels (PTA) des ministères, il est enregistré un arrimage entre l'utilisation des moyens financiers et la production des résultats, , engendrant ainsi une progression remarquable dans la mise en œuvre du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG)..

En termes de perspectives, une accélération de la mise en œuvre des différentes réformes budgétaires et fiscales est nécessaire d'une part, pour garantir la durabilité/soutenabilité de la tendance haussière notée dans le recouvrement des recettes et, d'autre part, pour poursuivre l'assainissement de la dépense publique pour davantage de résultats

